

Vol. 23, no. 2-3, mars 2003

Caminando

En marche !

MEXIQUE

CARAVANE PAYSANNE AU QUÉBEC !
LES MORTES DE JUAREZ

COLOMBIE

NON À L'IMPUNITÉ !
LA GUÉRILLA,
UNE FAUSSE PISTE ?

VENEZUELA

LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE
PRÉCIPITÉE PAR SON OPPOSITION

BOLIVIE

DIALOGUE OU GUERRE SOCIALE ?

BRÉSIL

LE VIRAGE À DROITE DE LULA

ÉDITORIAL

A l'heure d'écrire ces lignes, le pays le plus puissant de la planète s'apprête à effectuer une autre incursion dans un pays étranger. Étrangement, cette fois-ci il semble que toute la planète en sera informée. Étrange, parce que cela n'a rien d'un fait nouveau. Plutôt, il s'agit d'un acte politique qui s'est maintes fois répété dans le passé.

« Savais-tu qu'entre 1824 et 1994 ton pays a mené à terme 73 invasions dans des pays d'Amérique latine ? », demande Gabriel Garcia Marquez dans une lettre récente dirigée à G. W. Bush, « les victimes furent Porto Rico, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, Haïti, la Colombie, Cuba, le Honduras, la République Dominicaine, les Îles Vierges, le Salvador, le Guatemala et la Grenade. » La vraie liste est bien plus longue évidemment, mais il convient de souligner que l'Amérique latine a longtemps été (et restera sans doute) la chasse gardée de l'empire. Au début du XX^e siècle, ce dernier a fomenté un mouvement de sécession en Colombie pour construire un canal interocéanique. Ils ont créé un pays pour y construire un canal ? Oui. L'empire avait soif...

Alors que tous les médias nous invitent à mieux connaître le Moyen-Orient, il ne faut pas oublier que plusieurs pays d'Amérique latine vivent des heures cruciales : Lula arrive au pouvoir au Brésil (voir article en p.19), Chavez continue de

défier l'opposition en accélérant sa « révolution bolivarienne » (p.10), la Bolivie est en proie à une nouvelle vague de rébellion populaire (p.16), et les mouvements paysans mexicains ne cessent de montrer leur combativité en participant à une « caravane paysanne » en tournée québécoise (p.28). Ceci alors que l'Équateur a fini par élire un dirigeant de tendance populiste, grâce à l'appui des secteurs autochtones. Avec cette donne, il est probable que l'année 2003 en sera une de défis et de luttes accrues pour les populations appauvries et paysannes, face aux agressions constantes des pays du Nord.

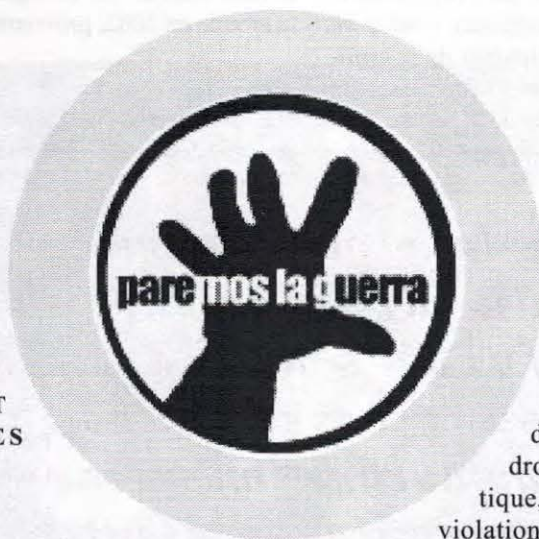
Et, puis, comment ne pas souligner qu'en Colombie, à l'opposé du spectre politique, les mesures du président Uribe Velez font l'objet de fortes critiques de la part de groupes de droits humains colombiens, ainsi que du reste de la communauté « solidaire » internationale, alors que de nombreux gouvernements, comme le nôtre, se disent heureux des mesures mises sur pied jusque maintenant par les dirigeants colombiens (pp. 3 à 7).

Dans ce nouveau numéro double de Caminando vous trouverez des articles qui couvrent les principaux événements qui se déroulent en Amérique latine. Fidèle à son habitude la revue avance une analyse critique, afin de vous inviter à l'action et à l'engagement. €

COLOMBIE

NON À L'IMPUNITÉ !

LA GUERRE CIVILE DÉCHIRE LA COLOMBIE DEPUIS DÉJÀ PLUS DE CINQUANTE ANS ET A PRODUIT PLUS DE 300 000 MORTS ET DES MILLIONS DES DÉPLACÉS.



Aujourd'hui, dans le contexte de mondialisation, de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et des nouvelles politiques de lutte contre le terrorisme, il nous apparaît préoccupant, voire même inquiétant, que dans ce nouvel ordre mondial, le gouvernement colombien prône une militarisation accrue du pays.

Les mesures adoptées par le gouvernement de Uribe Velez, dans le cadre de la déclaration de l'état de *Conmoción Interior* (décret 1837, du 11 août 2002, équivalent à « Loi des mesures de guerre »), et de la doctrine de « sécurité démocratique » (version révisée de l'ancienne doctrine connue sous le nom de « sécurité nationale »), sont principalement basées sur le postulat de l'existence d'un ennemi interne commun. Ceci se traduit par la mise en place de mesures qui violent les principes essentiels de la distinction entre les acteurs civils et armés. Ainsi, les populations résidant dans les zones de conflit (maintenant renommées « zones de réhabilitation »), les organisations qui font un travail de revendication sociale, comme l'Organisation féminine populaire, ou de défense des droits humains (CREDHOS), et voire même, l'opposition politique (comme c'est le cas de Piedad Córdoba et de Gustavo Petro), sont tous devenus des cibles de l'état parce qu'ils sont considérés comme étant des sources d'appuis potentiels à la subversion armée.

Un récent rapport conjoint de CINEP, *Justicia y Paz*, CODHES et de la ENS, publié le 19 novembre 2002, basé sur la mise en commun de 3 banques de données sur les violations de droits humains, la violence politique, le déplacement forcé et les violations des droits des travailleurs syndiqués, fait un bilan de la situation des droits humains pendant les 100 premiers jours de l'administration du président Uribe Velez. Les faits sont alarmants : entre le 7 août et le 7 octobre 2002, 699 violations de droits humains ont été enregistrées; 670 cas représentent des infractions graves au droit international et 626 cas correspondent à la catégorie de persécution politique.

Les cas de violations de droits humains se présentent sous différentes modalités : menaces, détentions arbitraires, exécutions extrajudiciaires, tortures, disparitions et viols. De plus, 846 personnes ont été privées arbitrairement de liberté, soit une moyenne de 10 personnes par jour, qui furent l'objet de détentions arbitraires. Par ailleurs, les autorités colombiennes ont effectué 283 descentes de police, dont celle du 25 octobre dernier réalisée au siège de « l'Assemblée permanente de la Société civile pour la Paix ». D'ailleurs, Il est inquiétant de remarquer et de souligner la déclaration faite par la Ministre de la Défense, *Martha Lucia Ramirez*, quelques jours avant cet événement. Au sujet du travail des ONG, elle a dit : « *Il y a des ONG qui ont été très valeureuses pour le développement de la Colombie. Mais ce qui se passe, c'est que parfois il y a des gens qui s'abritent dans ces organisations pour y développer des activités hors-la-loi qui sont un attentat à la sécurité publique.* »

PAR

HECTOR POBLETE

COORDONATEUR
DU COMITÉ
CHRÉTIEN POUR
LES DROITS HUMAINS
EN AMÉRIQUE
LATINE
(CCDHAL)

TEXTE SOUMIS
AU GOUVERNEMENT
CANADIEN
PAR LE
CCDHAL, LORS
DE L'ATELIER SUR
LA COLOMBIE,
PENDANT DES
CONSULTATIONS
PAR LE MINISTÈRE
DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ET
DU COMMERCE
INTERNATIONAL
(MAECI) ET LES
ORGANISMES
NON-GOUVERNEMENTAUX
CANADIENS, LE 5
FÉVRIER 2003 À
OTTAWA.

Par ailleurs, la conversion de zones urbaines en théâtre de guerre, représente une violation grave au droit international. C'est pourtant ce qui s'est produit en novembre 2002 lorsque l'armée est entrée sous ordre d'un décret présidentiel dans le quartier populaire de la Commune 13 de Medellín, sous prétexte d'y déloger la guérilla des FARC (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*), causant des morts et plusieurs blessés parmi les civils. D'ailleurs, le silence constant des autorités colombiennes, face aux actions illégales des paramilitaires, tout comme face à la présence massive de l'organisation paramilitaire nationale, les AUC (*Autodefensas Unidas de Colombia*), dans les « zones de réhabilitation de consolidation », zones d'exception sous le contrôle des autorités militaires, laissent entrevoir une tendance de la part du gouvernement à permettre la consolidation du paramilitarisme, et même peut-être à la faciliter. Les discussions entre le gouvernement et les paramilitaires témoignent d'un manque de volonté réelle de l'enrayer.

D'autre part, la problématique du déplacement forcé s'aggrave sans cesse, sans qu'aucunes mesures concrètes n'aient été mises de l'avant par le gouvernement de Uribe Velez. On calcule qu'entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre 2002, environ 149 387 personnes ont dû fuir leur domicile pour survivre à la dégradation du conflit armé et à d'autres formes de violence socio-politique qui existent sur le territoire national.

Ce nombre impressionnant représente une augmentation significative si on le compare au taux de déplacement forcé observé dans les 17 dernières années; il signifie aussi qu'en Colombie actuellement 1623 personnes par jour deviennent des réfugiés internes, soit 67 personnes par heure ou une famille toutes les 10 minutes. L'ampleur que prend le phénomène du déplacement forcé laisse planer l'hypothèse selon laquelle cette stratégie de guerre s'associe à des mécanismes de relocalisation des populations qui correspondent aux intérêts politiques et économiques de ceux qui alimentent la guerre interne afin de contrôler des territoires et des ressources naturelles. D'ailleurs, on peut se questionner aujourd'hui sur l'arrivée récente de militaires des États-Unis en sol colombien. Par ailleurs, les fumigations aériennes massives de cultures illicites, composantes importantes du Plan Colombie, ont également détruit des cultures de base pour la subsistance humaine et sont responsables d'une partie importante des déplacements internes. Parallèlement, les communautés autochtones et afro-colombiennes sont systématiquement victimes des attaques des groupes paramilitaires qui visent à contrôler différentes régions, ainsi que des combats qui

***« la problématique
du déplacement
forcé s'aggrave
sans cesse, sans
qu'aucunes mesures
concrètes n'aient
été mises de l'avant
par le gouverne-
ment de Uribe
Velez... »***

opposent les guérillas aux militaires et aux paramilitaires. Constamment menacées et vivant dans un climat de terreur, beaucoup de familles finissent par abandonner leurs terres. Enfin, la situation de la répression exercée sur les secteurs syndicaux de la société n'est guère plus rayonnante. Entre le 7 août et le 7 novembre 2002, 19 syndicalistes colombiens ont été assassinés, 80 furent victimes de menaces de mort, 6 ont été séquestrés, 3 ont été victimes de tentatives d'assassinat contre leur personne et un a disparu. Par ailleurs, le Confédération des syndicalistes internationaux indique que presque la totalité des assassinats dans le monde en 2002, proviennent de la Colombie.

Aussi, dans tous les cas de violations de droits humains commis contre des travailleurs syndiqués, 76% étaient dirigées contre des dirigeants ou des délégués syndicaux.

Dans 53% du total des cas d'attentats contre la vie et l'intégrité de syndicalistes, dont la majorité sont des cas d'homicides, les paramilitaires sont identifiés comme les principaux responsables.

Cette répression sélective met en évidence qu'actuellement en Colombie il n'existe pas de garantie pour l'exercice des libertés civiles et politiques, qu'il n'y a pas eu d'avancée en matière de droits des travailleurs et que persiste plus que jamais une violence discriminatoire et sélective.

La Colombie est un pays où règne l'impunité, où il a été démontré que des liens directs existent entre des acteurs à l'intérieur de l'état, des militaires et des groupes paramili-

itaires, où les assassinats politiques, les disparitions forcées et les massacres imprègnent le quotidien de milliers de colombiens impliqués dans la recherche de justice, de dignité et de paix. Beaucoup d'organisations sociales en Colombie souhaitent que plus de gens de l'extérieur se joignent à leur lutte contre l'impunité, afin que ce qui se passe dans leur pays ne sombre pas dans l'oubli.

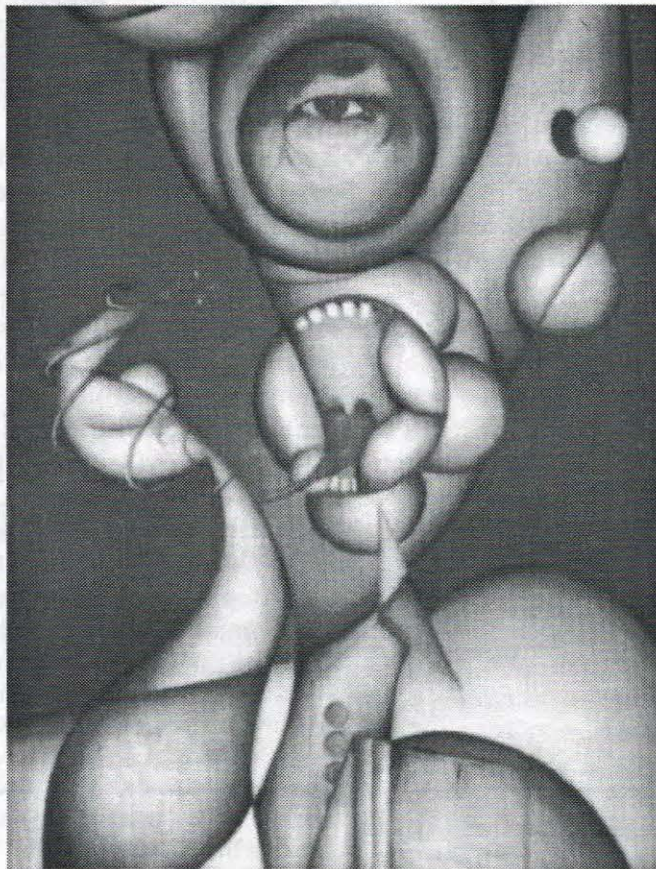
Par conséquent, nous avons une responsabilité, en tant que communauté internationale, en tant qu'organisations des droits humains et en tant que représentants des gouvernements. Nous devons tous travailler pour que cesse l'impunité en Colombie. E

LA GUÉRILLA, UNE FAUSSE PISTE ?

**LES MÉDIAS
QUÉBÉCOIS ET
CANADIENS ONT-ILS LA
FÂCHEUSE TENDANCE
DE REPRENDRE SANS
DISCERNEMENT LES
PROPOS BIAISÉS DES
MÉDIAS COLOMBIENS ?**

Depuis l'investiture du président colombien Alvaro Uribe Velez au moins d'août dernier, la population civile est de plus en plus une victime de la guerre. Depuis le début de l'année, ce conflit armé, que les colombiens appellent « *guerre sale* », s'intensifie de plus en plus. Le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine (CCDHAL), fidèle à son mandat, cherche à informer et à sensibiliser la population québécoise sur les enjeux, ainsi que sur le rôle de tous les acteurs qui sont impliqués dans ce conflit qui dure déjà depuis cinquante ans.

Nous avons l'impression que depuis quelques temps les médias québécois ne cherchent pas à comprendre ou à mieux analyser la situation colombienne. De façon générale, les principaux médias québécois et canadiens diffusent une information qui se limite aux faits, sans chercher à en expliquer les tenants et aboutissants. Il semble que, par faute de temps ou de priorité, la Colombie et l'Amérique latine ne font pas les unes, ce



Johan Bollen, la mentira

qui est compréhensible vu l'intervention étasunienne qui se prépare aux abords du golfe Persique.

Cela dit, nous tenons à réagir à la couverture des événements des derniers jours; particulièrement en référence aux bombardements du Club Nogal à Bogotá et de Neiva, où plus d'une cinquantaine de civils ont été tués. Pour le moment, bien que des preuves circonstancielles abondent dans plusieurs sens, les médias colombiens ont

tous pointés du doigt les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). La couverture médiatique de ces événements donne l'impression que la Colombie est face à un ennemi commun : les guérillas. Cependant, nous devons rappeler que, selon des recherches effectuées par de nombreuses ONGs et des groupes de droits humains, les paramilitaires sont responsables de la très grande majorité des assassinats commis envers la population civile. Depuis le début de l'année seulement, les paramilitaires ont tué des dirigeants syndicaux et des chefs autochtones (près de la frontière panaméenne), ils ont effectué des incursions dans des communautés paysannes et afro-colombiennes dans le but de les intimider, ils ont commis des tentatives d'assassinats sur des leaders d'opposition politique (notamment, celle de Piedad Córdoba), etc...

PAR
HECTOR
POBLETE,
CCDHAL,
ET
ROBERTO
NIETO,
RÉSEAU DE
SOLIDARITÉ
QUÉBEC-
COLOMBIE
(RSQC)

Cette guerre sale n'implique pas qu'un seul acteur. Comme le remarquent bien des observateurs, les médias colombiens sont favorables aux politiques et à la ligne dure du président Uribe, sans oublier qu'ils ne rapportent qu'en partie les actes dont sont responsables les acteurs étatiques ou commis par des groupes qui lui sont associés d'une façon ou d'une autre. Les représentants des organismes des droits humains, des mouvements sociaux, du milieu syndical, ainsi que d'autres personnes actives politiquement, sont la cible des paramilitaires sous prétexte d'être sympathisants de la guérilla. Récemment des représentants d'organisations colombiennes ont été tués et sur leurs corps les meurtriers ont laissé un texte mentionnant que « ces gens là, étaient des sympathisants des guérillas ». Actuellement, les paramilitaires colombiens tuent au nom de la patrie et il semble clair que la couverture des médias contribue à assurer l'oubli et le déni de ces meurtres.

Alors qu'il est fort probable que les groupes de guérillas, comme les FARC, soient responsables des bombardements récents qui ont affecté une partie de la population urbaine, dans les régions rurales, les paysans sont aussi la cible constante des paramilitaires, mais leurs assassinats ou massacres ne se rendent jamais sur les pages des journaux ni en Colombie, ni ici.

Dans un article paru dans *la Presse* du 18 février, (p. A 11) et intitulé le « février noir » de la Colombie : la guerre civile frappe les citoyens, de

Jacques Thomet (Agence France-Presse), le journaliste fait un bilan sombre du mois de février en se basant sur des propos recueillis auprès du gouvernement colombien. A le lire, on a l'impression que la Colombie vit un mois de violence sans précédent. Pourtant, le reste de l'année une personne meurt des suites du conflit à toutes les quatre heures.

Soulignons aussi que de nombreux groupes qui défendent les droits humains dénoncent l'impunité pour laquelle est responsable directement l'état colombien. Il a été prouvé que des liens directs existaient entre des acteurs à l'intérieur de l'état, des militaires, et les groupes paramilitaires. Les assassinats politiques, les disparitions forcées et les massacres imprègnent le quotidien de milliers de colombiens impliqués socialement et politiquement dans la recherche d'une plus grande justice, de dignité et de paix. Bref, la Colombie vit une guerre longue et complexe, mais la guérilla (sans vouloir prendre parti) n'est pas la source de tous les maux. Rappelons que les forces armées, tous comme les paramilitaires, ont procédé, ou procèdent encore, à des enlèvements. Historiquement, il est plus qu'évident que les gouvernements ont contribué à encourager la formation de groupes paramilitaires, utilisés contre la population. Principalement, il convient surtout de dénoncer le biais des médias colombiens et Nord-américains, tout comme l'inaction ou la complicité criminelle des dirigeants colombiens. €

NE MANQUEZ PAS !

UNE ENTREVUE SUR LA SITUATION ACTUELLE EN COLOMBIE
avec Hector Poblete, du CCDHAL, et Leila Celis,
du Réseau de solidarité Québec-Colombie.

LUNDI LE 24 MARS À 19H30 SUR LES ONDES DE RADIO VILLE-MARIE (91,3FM).

POUR D'AUTRES ÉVÉNEMENTS VOYEZ EN PAGES 28-29 ET 31.

POUR CONNAÎTRE LA LISTE DE ACTIVITÉS ET CONFÉRENCES DE SOLIDARITÉ
CONSULTEZ LE CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS SUR LE SITE WWW.CMAQ.NET.

PAS DE TRÈVE DANS L'AGRESSION MILITAIRE DES AFRO-COLOMBIENS

À LA FIN DE L'APRÈS-MIDI DU 3 MARS DERNIER, L'AGRESSION ARMÉE CONTINUE DE MANIÈRE SYSTÉMATIQUE CONTRE LA POPULATION CIVILE DE LA RIVIÈRE JIGUAMIANDÓ, AU CHOCÓ. LA MAJORITÉ DES HABITANTS DE PUERTO LLERAS SE PRÉPARENT À DEVOIR QUITTER, POUSSÉS AU REFUGE PAR LES MENACES QUI PÈSENT CONTRE EUX.

Des délégués des communautés afro-colombiennes se sont rendu à Bogotá pour lancer des appels insistants à l'État colombien pour que ce dernier empêche le déplacement bientôt inévitable de la communauté.

Aucune réponse gouvernementale réelle n'a été donnée à la communauté en matière de protection. La réponse, inexistante et négligente du gouvernement démontre son manque de volonté politique réelle dans le but de répondre aux accords internationaux auxquels il souscrit en matière de droits humains. Pourtant le gouvernement a manifesté son intérêt de remplir ses engagements lors de sessions tenues au sein du système interaméricain. Cet engagement se trouve également énoncé dans le document de Planification nationale, intitulé « Vers un état communautaire ».

Les tentatives de dialogue et les appels téléphoniques de la communauté internationale, et provenant de la présence d'observateurs internationaux des États-Unis et du Canada qui accompagnent la communauté de Jiguamiandó ont été infructueuses. Il n'y a eu aucune réponse du commandement de la 17^e Brigade ni du gouvernement national. Le coordinateur d'alertes de la *Defensoría* du Peuple (organe institutionnel de défense des droits de la population) a déclaré que « la réponse du gouvernement aux alertes ne s'est malheureusement pas manifestée. »

Les délégués de la communauté ont reçu l'assurance du Bureau de droits humains des Nations Unies, ainsi que de la Haute commission des Nations Unies pour les réfugiés, HCNUR. Ils se pencheront dans les prochains jours sur le cas du bassin du Jiguamiandó, dans l'exercice de leur mandat.



Les urgences des victimes de violations de droits humains ne sont pas les urgences de l'État. Dans des cas comme celui-ci, il est possible de constater que la doctrine de « Sécurité démocratique » du gouvernement ne s'applique pas aux victimes des activités paramilitaires. Son silence est complice...

Actions paramilitaires

Lundi 3 mars à 16h45, sur la propriété *Vayan Viendo*, dans laquelle les paramilitaires se sont installés depuis le 26 février (située à 15 minutes du *caserío de Puerto Lleras*), 30 « civils » armés prennent part à une stratégie militaire secrète à l'endroit où se trouvent un nombre significatif de familles réfugiées

de *Puerto Lleras*. Sans aucune négociation ou discussion, pendant 15 minutes ils ont tiré en l'air. Ils ont effectué des opérations logistiques aux alentours du *caserío* en tirant deux fusées et en simulant une confrontation. Cette nouvelle agression armée a été effectuée en présence d'une observatrice et d'un accompagnateur des États-Unis, d'un missionnaire de l'église Méthodiste et de missionnaires catholiques de la Commission de *Justicia y Paz*.

Vers 17h, les paramilitaires ont abandonné le lieu de refuge en direction de la propriété *Vayan Viendo* où ils ont monté un campement. Quelques habitants se sont déplacés du lieu en s'ajoutant à ceux qui étaient déjà sortis de l'emplacement humanitaire.

Crise humanitaire

La crise humanitaire est profonde. Les gens souffrent de faim à cause de la destruction de leurs récoltes et ils sont totalement encerclés. La persécution systématique des Communautés afro-colombiennes du Jiguamiandó et du Curbaradó se continue.

La Commission *Justicia y Paz* réitère son appel à la solidarité internationale pour que le président Alvaro Uribe Velez reconnaisse et soutienne de manière directe les observateurs internationaux, ainsi que la position de défense de la vie et du territoire des afro-colombiens. €

PAR
TANIA
HALLÉ,
DU
RÉSEAU DE
SOLIDARITÉ
QUÉBEC-
COLOMBIE

ELLE EST
OBSERVATRICE
QUÉBÉCOISE
DE DROITS
HUMAINS ET
OEUVRE
AUPRÈS DE LA
COMMISSION
JUSTICIA Y PAZ.

MEXIQUE

LES MORTES DE JUÁREZ



Roberto Cavallo,
Mercado libre

Par
Claude Rioux,
membre de la
Commission
civile
internationale
d'observation
des droits
humains au
Mexique.

DEPUIS 1993, RARES SONT LES SEMAINES OÙ L'ON NE RETROUVE PAS, DANS LE DÉSERT ENTOURANT LA VILLE DE JUAREZ OU DANS UN DE SES NOMBREUX TERRAINS VAGUES, LE CORPS DISLOQUÉ ET MUTILÉ D'UNE FEMME.

La ville de Juárez, située à la frontière mexicaine avec le Texas, est le théâtre d'un drame macabre qui dure depuis bientôt dix ans : l'assassinat de près de 300 femmes, en grande majorité des jeunes de 15 à 25 ans. Juárez n'en finit plus de compter ses mortes. Et ses disparues : plus de 850 femmes manquent à l'appel, probablement victimes du même sort.

Le 10 octobre 2001, Claudia González Banda arrive en retard à la ligne de montage. Deux minutes qui lui ont coûté la vie. La femme de vingt ans retourne chez elle

après s'être fait signifier son renvoi et se fait enlever à l'arrêt d'autobus. Vingt-six jours plus tard, son corps est retrouvé à côté de celui de sept autres femmes dans un terrain vague. Toutes ont été torturées, violées, sodomisées, défigurées et battues à mort avant d'être jetées là.

La manière dont s'est perpétré le crime n'est certes pas un hasard. Plusieurs douzaines de femmes ont disparu dans des circonstances semblables depuis dix ans. Plus de 25 % des femmes sacrifiées répondent aux mêmes caractéristiques : jeunes des milieux pauvres, peau sombre, cheveux longs et fine taille répondant aux canons du consumérisme sexuel. Le crime organisé est pointé du doigt par les analystes, en particulier l'industrie sordide de la pornographie extrême, les *snuff movies*, qui vend le viol et l'assassinat réels de femmes à des élites dégénérées (50 000 \$ US par vidéocassette, dit-on).

Ce qui choque cependant, autant que le *modus operandi* d'assassins dépravés, c'est l'apathie que suscite le massacre tant auprès de la population que des autorités. Une indifférence dont l'explication pourrait se trouver dans la désorganisation urbaine, le machisme exacerbé, la croissance effrénée de l'industrie de montage de même que dans la corruption et l'incompétence des autorités.

Quatrième plus grande ville du Mexique, Juárez est depuis les années '70 le lieu de l'ouverture mexicaine aux investissements étrangers qui y installent leurs *maquiladoras* : usines de montage où l'on importe des matériaux devant être assemblés par la main d'œuvre locale à bon marché pour exporter le produit fini à l'étranger, le plus souvent aux États-Unis. Le tout sans payer d'impôt. On y engage surtout des jeunes femmes, migrantes n'ayant pas ou peu d'attaches familiales dans la ville, réputées pour leur dextérité et le peu d'expérience qu'elles ont de l'organisation syndicale. La croissance de ce secteur économique a fortement marqué Juárez qui regroupe maintenant 400 usines employant 230 mille personnes à des salaires de misère (40\$ par semaine chez General Electric, 35\$ chez Alcoa).

L'élite locale, entièrement dévouée à la réussite de ce modèle, a complètement abandonné les infrastructures urbaines. En 1998, on y comptait 8 000 maisons de carton et 50% de la population de la ville vit dans des quartiers marginaux accueillant 50 000 nouveaux migrants par année. Tous les quartiers périphériques manquent d'éclairage nocturne, 60 % des rues ne sont pas pavées et la ville possède un réseau de transport public célèbre pour sa médiocrité. Si seulement le quart des victimes sont des travailleuses des *maquiladoras*, toutes sont mortes dans un contexte urbain complètement lacéré. La presque totalité des victimes devaient, pour se rendre au travail ou à l'école, marcher de longues distances, attendre l'autobus au coin de rues mal éclairées, le long de terrains vagues laissés à la spéculation et jonchés de déchets. Aucune des victimes ne possédait de voiture personnelle.

La ville de Juárez enregistre le plus haut taux de violence domestique au Mexique. Viols et meurtres de femmes y sont courants, presque invariablement par leur compagnon, leur mari, leur père. À Juárez, l'homme qui est violent avec sa femme ou ses enfants, dans le cas improbable où il est formellement accusé, n'aura qu'à convaincre ses juges qu'il a été « provo-

qué » pour s'en sortir à bon compte. Les femmes y sont devenues des objets aussi jetables que les millions de pneus abandonnés sur les terrains vagues.

Une combinaison d'irresponsabilité politique des élites et de corruption institutionnelle a permis que le crime organisé ait une emprise considérable sur la ville, siège du puissant Cartel de Juárez. Dans la dynamique d'une ville frontière, la migration et le crime organisé forment une équation dangereuse : marché d'esclaves sexuels (femmes, garçons ou filles), prostitution, trafic de drogues et combines de toutes sortes. À cela, il faut ajouter le jeu de miroir déformant d'une société prospère située à un jet de pierre : les États-Unis.

Deux cent quatre-vingt-dix-sept femmes assassinées. Un crime d'une telle ampleur ne peut être commis dans l'impunité sans la complicité, au mieux passive, des autorités. Les groupes de femmes de Juárez et les associations de défense des droits de la personne dénoncent depuis longtemps l'inaction du gouvernement dans ce dossier. Martha Altolaguirre, envoyée spéciale de la Commission interaméricaine des droits humains pour enquêter à Juárez, a dénoncé les enquêtes bâclées, les documents mal classés, le personnel mal formé, les preuves « contaminées » par des agents insouciantes et le manque de volonté évidente des autorités à mettre fin au massacre.

¡Ni una más!

À trois reprises au moins, on a annoncé l'arrestation des « coupables ». Des chauffeurs d'autobus ont « avoué », après de longues sessions de torture, avoir assassiné quelques femmes. Cependant les crimes continuent. L'avocat des accusés, Mario Escobedo, a été assassiné par des policiers en février dernier, au moment où il s'apprêtait à dénoncer la torture dont ont été victimes ses clients. Là ne s'arrête pas l'incurie des autorités, qui a poussé la farce macabre jusqu'à rendre des dépouilles des victimes à n'importe quelle famille, sans se soucier de l'identité des corps!

Tant d'incompétence et de mauvaise volonté ont poussé les femmes à s'organiser elles-mêmes et à réclamer que justice soit faite, malgré la répression : Samira Izaguirre, journaliste qui a dénoncé les assassinats et l'inaction du gouvernement, a été menacée de mort et renvoyée de son journal. Ces groupes de femmes, nés de la rage et du désespoir, ont lancé la campagne ¡Ni una más! (pas une de plus) pour sensibiliser l'opinion publique et pousser le gouvernement à mettre fin à l'impunité des auteurs de ces atrocités. €

LA « RÉVOLUTION BOLIVARIENNE » PRÉCIPITÉE PAR SON OPPOSITION



PAR
RICARDO
PEÑAFIEL.

APRÈS LA TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT AVORTÉE DU 11 AVRIL 2002, LE MOUVEMENT BOLIVARIEN DU PRÉSIDENT HUGO CHAVEZ ÉTAIT SORTI LARGEMENT CONSOLIDÉ. NON SEULEMENT DES CENTAINES DE MILLIERS DE PARTISANS AVAIENT MANIFESTÉ UN PROFOND ET COURAGEUX ENGAGEMENT ENVERS LE BOLIVARISME EN DÉFERLANT DANS LES RUES POUR DÉFENDRE LE PROCESSUS MAIS IL A ÉGALEMENT ÉTÉ POSSIBLE D'ÉPURER L'ARMÉE DE SES MEMBRES LES PLUS RÉSOLUMENT PUTSCHISTES.

Aujourd'hui, après deux mois d'une grève nationale (ressemblant surtout à un *lock-out* patronal) affectant principalement l'industrie pétrolière, le gouvernement Chavez sort tout aussi renforcé. Cette grève a permis de licencier les administrateurs et ingénieurs récalcitrants de la compagnie nationale de pétrole (PDVSA), principaux obstacles à la réforme de cette institution, pierre angulaire de l'économie et de l'État vénézuélien, source de 30% du PIB de 55% du budget de l'État et de 80% des exportations. Fort de la neutralisation de ses principaux opposants, Chavez annonce que 2003 sera l'année de l'« offensive ». En effet, malgré ce que puisse en dire l'auto-proclamée « opposition démocratique », les réformes mises de l'avant par Chavez étaient restées relativement timides, cherchant à préserver l'appui tacite des dites classes moyennes et la tolérance récalcitrante de ladite oligarchie ainsi que les équilibres macroéconomiques. L'opposition inconditionnelle à Chavez, qui s'est manifestée, avant même le résultat de l'élection présidentielle de 1998, à travers une satanisation du personnage,

aura donc été le principal catalyseur pour transformer de simples réformes populistes en une véritable révolution, avec tous les espoirs et dangers que cela comporte.

En 1998, le projet politique de Chavez se limitait à des déclarations rhétoriques sur l'opposition à la *partidocracia*¹, et au néolibéralisme, agrémentées de quelques allusions à une justice sociale bolivarienne sans trop de contenu et d'une politique extérieure autonome vis-à-vis des États-Unis (notamment en ce qui a trait à ses contacts avec Cuba, ainsi que sa politique active au niveau de l'OPEP). Le programme était principalement axé sur une réforme constitutionnelle qui, de toute façon, faisait consensus dans l'ensemble de la population vénézuélienne. De fait, des projets de réforme étaient sur la table depuis le début des années '90, sans que personne n'ait eu le courage de les réaliser. Rien dans le programme « révolutionnaire » de Chavez ne laissait présager une réelle révolution. En fait, l'usage, et même l'abus, du terme de révolution pour qualifier les réformes introduites par Chavez s'insère parfaitement dans une tradition vénézuélienne consistant à appeler « révolution » tout changement de main du pouvoir : depuis la « révolution libératrice » de l'indépendance, jusqu'à la « révolution d'octobre » 1945 en passant par la « Révolution de mars » 1858 ; « Révolution bleue » 1868 ; « Révolution d'avril » 1870 ; « Révolution revendicatrice » 1878 ; « Révolution légaliste » 1892 ; « Révolution libérale restauratrice » 1899 ; « Révolution libératrice » 1903...

Le plébiscite sur la convocation d'une Assemblée constituante, que Chavez convoque dès son arrivée au pouvoir, loin de constituer une mesure révolutionnaire, peut très bien être interprété comme une manœuvre politique visant à transformer la minorité parlementaire que possédait le chavisme (avec seule-

ment 30% des sièges au parlement) en une majorité au sein de l'Assemblée constituante. En effet, malgré l'obtention de 56% des voix lors de l'élection présidentielle de décembre 1998, la coalition *Polo Patriótico* n'avait que 30% des sièges au parlement, au moment où Chávez assume la présidence. Plutôt que de rester un gouvernement privé du pouvoir de légiférer, Chávez décrète alors ce plébiscite sur l'Assemblée constituante qui, du fait de son caractère " originel " (fondateur de la nation), se trouve au-dessus du Parlement, de la Cour suprême et du Président. 88% des électeurs ont voté en faveur de l'Assemblée constituante lors du plébiscite et 90% l'ont fait en faveur des candidats de *Polo Patriótico* lors des élections des membres de l'Assemblée. Il est important de préciser, cependant, que l'augmentation constante des pourcentages masque le fait qu'en termes réels, il s'agit pratiquement toujours des quelques trois millions trois-cent mille sympathisant qui votent en faveur de Chávez (sur une population de 24 millions). Avec des taux d'abstention dépassant les 50%, ce faible pourcentage de l'électorat se voit transformé en majorité absolue.

Pendant les premiers 18 mois de ladite révolution bolivarienne, les seuls changements auxquels on assiste sont au niveau strictement politique, sans qu'aucune réforme des structures sociales et économiques ne pointe à l'horizon. Ce n'est qu'après les méga-élections du 31 juillet 2000, dans lesquelles tous les paliers de gouvernement ont été élus dans le cadre de la nouvelle constitution, que Chávez commence ses premières réformes. Lors de ces

élections, Chávez est réélu Président et la Coalition *Polo Patriótico* obtient 57,6% des sièges au nouveau parlement, contre 19,7% pour AD; 4,9% pour *Proyecto Venezuela*² et de maigres pourcentages pour COPEI et les autres partis, y compris ceux ayant quitté la coalition de Chávez pour tenter de faire cavalier seul. Fort d'une majorité au parlement, Chávez fait voter une *Loi habilitante*, permettant au Président d'établir par décret des lois essentielles pour le développement de la République bolivarienne. C'est à partir de ces pouvoirs exceptionnels que Chávez décrète un paquet de 49 lois qui seront le centre du litige qui oppose actuellement l'ancienne élite et ses clientèles et les sympathisants de Chávez.

Parmi ces lois on retrouve la réforme agraire permettant une expropriation timide ou un impôt sur les terres non cultivées; la loi des pêches, favorisant les pêcheurs artisanaux et protégeant le milieu naturel en imposant des limites à la pêche industrielle (faisant passer de trois à six mille marins des côtes maritimes et à dix mille des côtes insulaires, l'exclusion de la pêche industrielle), ce qui a pour effet de réduire au maximum les dommages à l'écosystème marin et de garantir aux petits pêcheurs des pos-

sibilités réelles de développement et de productivité; la loi sur les hydrocarbures, plaçant la PDVSA sous contrôle direct du ministère de l'énergie; la loi sur les banques, cherchant à diriger un pourcentage du crédit vers les domaines de développement socio-économique prioritaires pour le gouvernement; la loi sur le micro-crédit; etc.

Ces premières réformes auraient un caractère social suffisamment radical pour pouvoir être qualifiées de révolutionnaires. Cependant, se sachant surveillé de toute part et soucieux de préserver un certain équilibre (politique autant que macro-économique), le gouvernement ne dépasse pas les déclarations de principe. Les terres redistribuées le sont en nombre limité et n'affectent pratiquement pas la capacité productive du secteur agricole. De même, l'intervention de la PDVSA ne se réalise que dans la mesure où la loi et les puissantes organisations patronales et syndicales le permettent. Le gouvernement ne se permet que de nommer de nouveaux dirigeants à la tête de l'entreprise, sans toucher l'ensemble des administrateurs qui, de toute évidence, contrôlaient encore jusqu'à la grève déclenchée le 12 décembre

2002, l'essentiel de l'activité de l'entreprise.

« Fort d'une majorité au parlement, Chávez fait voter une Loi habilitante, permettant au Président d'établir par décret des lois essentielles pour le développement de la République bolivarienne »

Bien sûr, il y a toujours le danger que cette intervention de l'entreprise par le pouvoir public ne soit qu'une manœuvre pour contrôler le principal fournisseur de richesses du pays au profit du groupe au pouvoir. La situation antérieure justifie un tel risque, dans la mesure où la PDVSA était déjà détournée au profit d'intérêts privés liés aux

capitaux étrangers. En effet, depuis sa création en 1976, les coûts administratifs de la compagnie d'État sont passés de 26% de sa production à 80% en 2001. Des détournement de fonds publics vers des intérêts privés privent le pays d'une part inestimable de ressources en plus de menacer de conduire, à terme, à une privatisation pure et simple de l'entreprise. Au pire, il s'agirait d'un transfert de pouvoir d'un groupe privé vers un groupe politique redevable, jusqu'à preuve du contraire, devant l'électorat.

Les forces liées au *puntofijismo*, c'est-à-dire au pacte entre les deux principaux partis de l'ancien régime (AD et COPEI) et l'Église, les militaires la CTV (Centrale syndicale) et la FEDECAMARAS (fédération des chambres patronales), refusent de perdre leur monopole sur l'État. Ces forces représentant les organisations les plus puissantes de la société vénézuélienne ne représentent pourtant qu'une minorité de la population. Le prestige des partis politiques ayant orchestré le départ de Pérez Jiménez en 1958 s'érode dramatiquement à partir des mesures d'austérité décrétées par le second gouvernement de Carlos Andrés Pérez en 1989. Ces mesures ont immédiatement déclenché des manifestations massives d'opposition, connues

sous le nom du *Caracazo*. Ces manifestations seront brutalement réprimées, laissant un solde de plusieurs milliers de morts (le chiffre de 4000 morts est souvent avancé). Depuis, la participation électorale n'a fait que chuter, en même temps que l'on assiste à la montée de forces politiques de gauche, comme Causa R, liées à des mouvements syndicaux autonomes et à des mouvements sociaux visant l'autogestion de l'espace local. C'est au cours de ce même mandat de Pérez que le mouvement de jeunes officiers, mené par Hugo Chávez, tente en 1992 un coup d'État pour sauver la Constitution de sa destruction par les réformes néolibérales.

L'Arrivée au pouvoir de Chávez, par la voie électorale, en 1998, s'inscrit donc dans cette profonde crise de légitimité du système politique. La perte de prestige et donc de pouvoir institutionnel subie par les forces du *puntofijismo* ne leur enlève rien, cependant, de leur pouvoir de déstabilisation, comme on a pu le constater au cours de la dernière année. S'appuyant sur les médias privés et sur leur capacité à arrêter la production à travers le lock-out et les grèves liées à une centrale syndicale inféodée aux deux partis-État qui lui avaient aménagé un pouvoir de négociation institutionnalisé, les forces de la réaction obligent le mouvement bolivarien à se braquer sur ses positions.

Alors que le projet de développement envisagé par Chávez semblait être en mesure de « semer le pétrole », c'est-à-dire de permettre à une économie nationale de se développer à partir des rentes retirées de l'or noir, sans toucher profondément à la capacité productrice des grands propriétaires et aux entrepreneurs, l'opposition inconditionnelle à son gouvernement plonge le pays dans une crise économique, sociale et politique sans précédents. En effet, les indicateurs socio-économiques montraient des signes encourageants. La croissance du PIB, par exemple était passé d'un rendement négatif de -7% en 1999 à un rendement positif de 4% en 2000 et de 2,7% en 2001 ; les indicateurs sociaux s'amélioraient en même temps que l'équilibre budgétaire était respecté, laissant même une somme de 2,7 milliards de dollars dans le Fonds de stabilisation économique. Malheureusement, l'instabilité politique de 2002 marquée par des grèves politiques perpétuelles et une tentative de coup d'État ont fait en sorte que le PIB se contracte de 9% en 2002 et qu'il risque de se contracter encore jusqu'à 20% en 2003.

Le type de bourgeoisie vénézuélienne, typique de l'Amérique latine, semble tirer davantage de bénéfices de ses liens privilégiés avec l'État que de sa capacité productrice. Refusant de produire, préférant la faillite (ou la fuite de capitaux) à une redéfinition du cadre dans lequel elle génère la plus-value, la bourgeoisie nationale et les forces sociales qui lui sont liées placent l'actuel gouvernement devant l'obligation d'assumer entièrement la tâche du développement national. Aux modestes réformes sociales que le gouvernement Chávez était en train d'introduire, vont devoir succéder des plans nationaux de production, entièrement assumés par l'État.

L'opposition obstinée au projet bolivarien de la part des élites du *puntofijismo* s'explique en introduisant l'élément nouveau que représente le chavisme. La force politique de Chávez réside dans sa capacité à créer un nouvel acteur politique à travers la figure

du peuple. À travers l'interpellation et la mobilisation de la masse des déshérités autour de la glorification du peuple, de la participation et du bolivarianisme, Chávez donne une voix à une majorité non représentée dans le pacte du *puntofijismo*. Dans les faits, l'incorporation de ce nouvel acteur sur l'échiquier politique par le truchement du mouvement bolivarien et de la figure de Chávez lui-même, menace effectivement le pouvoir des élites dirigeantes et de leurs clientèles politiques.

Par contre cette menace ne pèse que sur le *monopole* que détenait cette coalition d'intérêts sur l'État. Le caractère limité des réformes situe le changement à un niveau plus symbolique que pratique. Le pouvoir socio-économique des propriétaires terriens, des industriels, des propriétaires des médias de masse, des dirigeants politiques, des syndicats et des organisations patronales n'a jamais été directement menacé. Toutes ces institutions sociales ont pu poursuivre leur activité, au-delà même de ce que peut tolérer une démocratie. Les diffamations ou les appels à la sédition perpétrés par les forces de l'opposition sont monnaie courante au Venezuela alors que ces activités sont passibles de sanctions dans la plupart des démocraties du monde. Malgré l'absence de menace directe, donc, « l'opposition démocratique » semble surtout vouloir revenir à la situation antérieure dans laquelle le *puntofijismo* contrôlait sans partage la source de richesses par excellence qu'est l'État au Venezuela. Se servant de l'État comme de son propre patrimoine, cette élite socio-politique en a perdu le contrôle par sa propre arrogance, sa propre corruption et son incapacité à gouverner pour le bien du pays. Ses fantasmes d'un retour à l'ancienne situation portent la trace de ce patrimonialisme aveugle. En effet, si on regarde de quelle manière cette opposition a gouverné le pays pendant les 48 heures durant lesquelles elle s'est appropriée violemment de l'État, le 11 avril 2002, on ne peut constater que le désir de négation (élimination) pure et simple du bolivarianisme, représentant, tout de même, l'ordre Constitutionnel, plus de 25% de la population et plus de 55% de l'électorat. En 48 heures, Pedro Carmona³ a destitué le Président démocratiquement élu abolit l'Assemblée nationale, annulé le paquet des 49 lois litigieuses, assassiné quelques 60 partisans de Chávez et détenu quelques centaines.

Malgré les nombreuses fautes commises par l'opposition, il faut noter que la rhétorique eschatologique du Président vénézuélien ne contribue en rien à la rassurer. En diabolisant la partidocracia tout autant que l'oligarchie ou l'opposition (présentée comme des terroristes), Chávez rend impossible un quelconque compromis. Cette rhétorique dichotomique (Révolution *versus* réaction) rend non-viable les politiques de développement qui, pourtant, comme je viens de le mentionner plus haut, n'entraient pas en contradiction flagrante avec les intérêts économiques des élites vénézuéliennes. Toutefois, l'opposition irréconciliable entre le chavisme et le *puntofijismo* ne peut pas être imputée exclusivement, ni même prioritairement, à Chávez. Avant même que Chávez n'assume le pouvoir, l'ensemble des forces politiques institutionnalisées se sont coalisées autour du rejet de sa candidature, le dépeignant comme un dictateur populiste, le comparant à Hitler, etc.

Indépendamment de sa rhétorique, s'il avait voulu s'assurer la coopération du puntofijismo, Chávez aurait eu à maintenir le système de privilèges de l'ancien régime, accordant des subventions et des traitements préférentiels aux grands propriétaires terriens de même qu'aux grands industriels, aux organisations syndicales, etc. Ce maintien des privilèges est présenté par l'opposition comme élément essentiel « d'ouverture démocratique », tandis que l'application impartiale du droit est considérée par les mêmes comme un « violent autoritarisme ».

Cette scène politique dichotomique masque la présence de forces intermédiaires ne pouvant être classées dans aucun des camps. La volonté de Chávez de se présenter comme l'intermédiaire incontournable et de canaliser toute mobilisation populaire derrière les *Cercles boliviariens*, marginalise du processus les forces sociales et politiques autonomes qui l'ont appuyé dans un premier moment mais qui peuvent aujourd'hui se retrouver, infortablement il faut le dire, dans le camp du dit « Bloc démocratique ». Les mouvements politiques, sociaux et syndicaux autonomes peuvent difficilement s'insérer dans les espaces de « participation » aménagés dans le cadre du mouvement bolivarien, car l'objectif de ces derniers est davantage d'appuyer le gouvernement dans ses réformes que de développer une action critique autonome. Les Cercles boliviariens montrent une formidable capacité à organiser, dynamiser et donner un sens à des quartiers marginalisés sans expérience de participation préalable. Par contre, la surdétermination des espaces de participation⁴, fait en sorte que le gouvernement Chávez s'aliène également un secteur clé de la société qui ne lui était pas d'emblée défavorable. À la faveur du mouvement bolivarien, il faut mentionner que le détournement du vote de Causa R ou de Patria Para Todos (représentant en 1993 plus de 25% de l'électorat) vers le *Mouvement V République*, du Président Chávez ou encore vers la coalition de partis *Polo Patriótico*, qui a appuyé la candidature de Chávez, n'est pas étranger à la distanciation entre les forces politiques de gauche et le chavisme.

Quoi qu'il en soit, Chávez établit de plus en plus une distinction entre l'opposition réellement démocratique et constructive et l'opposition fasciste, putschiste, terroriste ou oligarchique. Cette différenciation est une main tendue à ces forces de gauche afin de négocier une sortie de crise qui marginaliserait les forces du puntofijismo au sein du « Bloc démocratique ». De la capacité du gouvernement à établir une entente avec ces forces de gauche dépend en grande partie la survie du processus au-delà d'un éventuel plébiscite révocatoire ou d'une nouvelle élection anticipée. Advenant une défaite électorale du chavisme et le

respect du cadre constitutionnel par le puntofijismo (ce qui est loin d'être acquis), il faudra de toute manière compter sur une nouvelle force politique et sociale constituée par les Cercles boliviariens, agglutinant près de 25% de la population fortement mobilisée derrière un projet qui leur a rendu, ne serait-ce que symboliquement, leur dignité.

En attendant, et dans l'éventualité d'une nouvelle confirmation de Chávez comme Président, la relance de l'économie vénézuélienne ne pourra se faire sans une implication extrême du gouvernement dans l'économie. Il devra, entre autres palier à la perte de 4 666 entreprises fermées depuis 2001 (sur un bassin de moins de 12 000), au boycott inévitable des propriétaires terriens, ainsi qu'à la mise à pieds plus de 2 000 cadres grévistes de la PDVAS. C'est ainsi que quelques timides réformes, présentées dans une rhétorique révolutionnaire et contestées par une logique réactionnaire, sont en train de se transformer, soit en une véritable révolution de laquelle les structures sociales risquent de sortir entièrement redéfinies, soit en une guerre civile subventionnée

par la bourgeoisie clientélaire déchu. L'option d'un autre coup d'État doit pour l'instant être écartée car Chávez semble avoir neutralisé les éléments putschistes après le 11 avril. Advenant la première option, de loin préférable à une guerre civile, le gouvernement Chávez devra alors déployer d'immenses efforts pour ne pas tomber dans la tentation de se substituer à l'action

de la société et élargir autant que possible les espaces de participation au-delà des Cercles boliviariens. L'alliance avec les autres forces de gauche s'avèrera alors d'autant plus cruciale pour l'avenir de la révolution. €



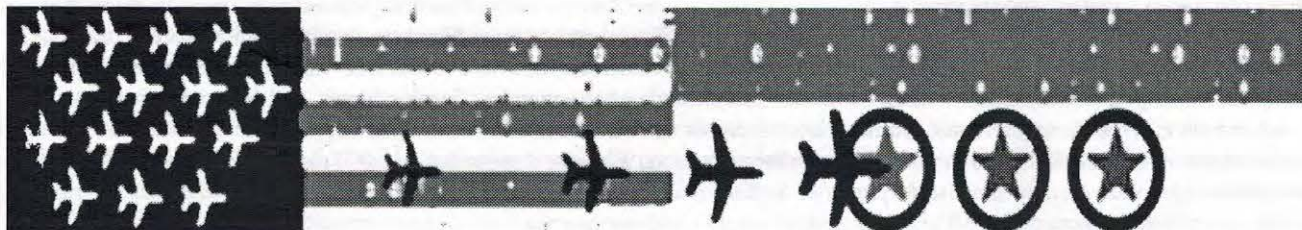
antiscuaidos.com

NOTES:

1. Faisant référence au système bipartite (AD et COPEI) instauré en 1958 après la chute de Pérez Jiménez. Ces deux partis se sont succédés au pouvoir grâce à un pacte connu sous le nom de Puntofijismo dérivé du nom de la ville où ce pacte fut accordé. Le système bipartite reposait également sur une participation institutionnelle au pouvoir de l'Église, des militaires, de la principale centrale syndicale (CTV) et de l'organisation patronale (FEDECAMARAS). Ce sont ces mêmes secteurs qui, aujourd'hui, mènent la lutte contre le chavisme.
2. Parti du candidat indépendant aux présidentielles de 1998, derrière lequel AD et COPEI se sont alignés pour s'opposer à la candidature de Chávez.
3. Président de la centrale patronale FEDECAMARAS qui a assumé la présidence intérimaire lors de la tentative du coup d'État du 11 avril 2002.
4. Que l'on peut constater dans la limitation de la marge de décision des Cercles boliviariens à l'exécution de projets de revalorisation de la localité ou encore

Les Archives de la Terreur

MARTÍN ALMADA, DÉCOUVREUR DES ARCHIVES DU *PLAN CONDOR*



PROPOS
RECUEILLIS PAR
CHRISTINE
LÉVÊQUE,
COURRIER
INTERNATIONAL.

MARTÍN ALMADA, 65 ANS, ENSEIGNANT ET AVOCAT AUX ÉTATS-UNIS ET AU PARAGUAY, EST LE DÉCOUVREUR DES ARCHIVES DU PLAN CONDOR, LE GIGANTESQUE RÉSEAU DE RÉPRESSION MIS EN PLACE PAR LES DICTATURES D'AMÉRIQUE DU SUD (CHILI, ARGENTINE, PARAGUAY, URUGUAY), QUI A SERVI À TORTURER ET À ASSASSINER DES MILLIERS DE PERSONNES AVEC L'ACCORD DES ÉTATS-UNIS. SA DÉCOUVERTE, LES ARCHIVES DE LA TERREUR", A OUVERT UNE BRÈCHE DANS LE MUR D'IMPUNITÉ QUI PROTÈGE ENCORE LES RESPONSABLES DES DICTATURES. IL A REÇU LE 9 DÉCEMBRE 2002 LE PRIX NOBEL ALTERNATIF POUR SON ACTION EN FAVEUR DES DROITS DE L'HOMME ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DANS SON PAYS.

Martin Almada fut emprisonné et torturé entre 1974 et 1977 dans un camp de concentration paraguayen sous la dictature d'Alfredo Stroessner (1954-1989). Exilé au Panamá, puis en France, il a été mandaté par l'UNESCO pour promouvoir de 1986 à 1992 le développement rural en Amérique latine et en Afrique. Il présenta en 1992 devant les tribunaux paraguayens une demande d'accès à ses antécédents policiers et militaires et commença parallèlement sa propre enquête. C'est comme ça que le 22 décembre de la même année, guidé par des informations anonymes, il découvrit dans un bureau du siège de la police de Lambaré (à quelques kilomètres d'Asunción) les gigantesques archives de la police de Stroessner (actuellement réfugié au Brésil), preuves de la véritable dimension du plan Condor. Une documentation de plus de cinq tonnes, appelée "les Archives de la Terreur", brèche dans le mur de l'impunité qui protège encore les responsables des dictatures. A ce jour, le dépouillement des archives continue. Seulement 80 % des documents ont pu être examinés.

ENTREVUE

Où se trouvent actuellement les "Archives de la Terreur" ?

Elles ont été transportées au palais de justice d'Asunción (Paraguay). Nous sommes en train de les microfilmer. L'accès du public est libre. L'idée est ensuite de mettre toutes ces informations sur Internet afin que chacun puisse y avoir accès. Il y a encore beaucoup de gens en Amérique du Sud qui recherchent des informations sur cette période (en gros, du début des années 70 à la fin des années 80), qui veulent désespérément trouver comment sont morts leurs disparus ou un indice concernant le lieu où se trouvent leurs cadavres. C'est toute l'histoire de la répression qui se trouve là. Le Paraguay de Stroessner a joué le rôle de banques de données. Il y a beaucoup de choses à voir, des documents très variés : revues, livres, fiches d'identité, papiers administratifs, correspondance militaire et d'espionnage, photos, lettres...

Pourquoi les grands dictateurs d'Amérique latine sont-ils encore libres ?

C'était et c'est toujours une véritable mafia militaire. Ils se protègent tous entre eux et ils en ont les moyens financiers. C'est comme ça que Stroessner bénéficie de la protection des militaires brésiliens actuellement. Ceux qui sont poursuivis dans leur pays passent dans les pays voisins où ils ont un réseau de complices. En un sens, le plan Condor continue à fonctionner. Ces tortionnaires ont amassé illégalement des fortunes colossales qui leur permettent d'acheter l'aide ou le silence de beaucoup de monde.

Mais alors, que faudrait-il faire pour les coincer ?

Eh bien justement, une bonne piste serait d'enquêter sur la partie économique des dictatures. De mettre en lumière les richesses accumulées par les répresseurs, et avec quelles complicités. On découvrirait des choses terribles. La chambre d'in-

dustrie et de commerce du Chili doit posséder des documents prouvant la complicité des industriels locaux avec Pinochet et établissant leurs liens avec l'armée chilienne. De surcroît, on doit y trouver de nombreuses références de comptes bancaires en Suisse. Et au Paraguay, en Argentine, il faut suivre la trace des biens volés aux disparus. L'impunité génère deux choses : plus de corruption et plus de répression. Nous devons connaître la vérité. Si nous possédons des documents écrits, nous pouvons traîner ces gens en justice.

Depuis l'affaire Pinochet, des avancées ont quand même eu lieu concernant l'impunité.

Oui, heureusement. Mais tout avance lentement en matière de droits de l'homme. En avril dernier, un mandat d'arrêt international a été lancé contre Stroessner et Sabino Montanaro [son ex-ministre de l'Intérieur], ce qui est une bonne chose. En Argentine, de nombreux tortionnaires sont en résidence surveillée. Les associations appartenant à la société civile font un travail formidable pour faire triompher la vérité.

Quel est le rôle des États-Unis dans la recherche de la vérité concernant les dictatures sud-américaines?

L'attitude américaine est complètement contradictoire. D'une part le gouvernement Clinton ordonne l'ouverture des archives de la CIA en 2000 et d'autre part on nomme ce mois-ci Henry Kissinger [ministre des Affaires étrangères de 1973 à 1977 et Prix Nobel de la paix] président de la commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre. [En fait, Kissinger a refusé cette mission le 13 décembre.] Tout le monde sait bien le rôle sinistre joué par Kissinger en Amérique latine. La déclassification des documents de la CIA, l'enquête menée par le journaliste anglais Christopher Hitchens ("The trial of Henry Kissinger"), et les documents trouvés dans les Archives de la Terreur prouvent que Kissinger était un véritable cerveau du terrorisme d'Etat qui a sévi dans la région de 1973 à 1986. Avec les milliers de morts de ces dictatures, on peut dire que Kissinger a largement battu Ben Laden au niveau des victimes du terrorisme!

Y a-t-il une transparence de la part des États-Unis sur les documents révélés?

De toute façon le gouvernement américain ne prend pas l'initiative de dévoiler des documents. Il faut qu'il y ait une demande formulée et cela prend du temps. En plus, le département d'État remet ces documents en les censurant, beaucoup de passages sont noircis. Surtout quand ils compromettent les États-Unis dans les crimes.

L'opinion publique américaine ne peut-elle faire avancer les choses?

Il n'y a pas d'opinion publique aux États-Unis à l'heure actuelle. C'est le règne de la pensée unique. Cela limite énormément toute action en faveur de la vérité et des droits de l'homme.

Est-ce vrai qu'en Amérique latine un plan Condor 2 fonctionne encore actuellement, en démocratie?

Oui, parfaitement. On sait que des réunions de haut-gradés militaires ayant eu un rôle clé pendant les dictatures se sont tenues dans divers pays. Ceux-ci utilisent comme vitrine la réunion bisannuelle de la Conférence des armées américaines (CEA) [héritée de la guerre froide]. [Ils se sont réunis en 1997 en Argentine et à Quito (Équateur), là sous l'égide d'Augusto Pinochet, et en 1999 en Bolivie, sous la bénédiction du général Hugo Banzer, dictateur local décédé en mai 2002]. En novembre 2001, ils se sont même réunis au Chili avec l'accord de Ricardo Lagos [le président socialiste élu en 2000]. C'est terrible, parce que les présidents démocratiques cautionnent cela en vertu de leur fonction de chef des armées. Nous avons écrit à Lagos et demandé à assister à ces assemblées, mais l'accès nous en a été refusé.

Quel est le but de ces réunions de militaires?

Eh bien, le même qu'autrefois. Resserrer les liens du réseau, échanger des renseignements sur l'état des poursuites à leur rencontre, pour mieux s'en protéger, et surtout établir les listes des supposés subversifs [opposants]. Ces militaires sont vraiment dangereux car ils ont énormément de moyens financiers et sont assez désœuvrés.

Mais qui sont les subversifs d'aujourd'hui?

Nous pensons que Condor 2 a pour but de freiner tous les mouvements opposés à la mondialisation et aux politiques néo-libérales. Les nouveaux opposants sont les paysans sans terre, les pauvres qui revendiquent plus de justice sociale, les journalistes qui enquêtent sur la vérité, les associations civiles, les défenseurs des droits de l'homme, des droits des indigènes, etc.

Le rôle de la société civile s'est beaucoup accru en Amérique latine ces dernières années, face aux crises tant économiques qu'institutionnelles dans lesquelles replonge le sous-continent. L'espoir ne réside-t-il pas là?

Oui, c'est mon espoir. Le changement en profondeur, dans ces pays, ne viendra pas d'en haut. Regardez ce qu'il s'est passé au Brésil [avec l'élection en octobre d'Ignacio Lula Da Silva, un président issu de la gauche populaire]. Le changement vient de la base même, de la société civile, qui s'est développée justement parce que l'État n'a pas rempli sa mission de protection du peuple. On le voit dans l'Argentine de la crise et ailleurs. Ce sont les gens, l'opinion publique, qui vont forcer les gouvernements et les marchés à considérer le bien-être de tous.

Quelles sont aujourd'hui vos activités au Paraguay?

J'ai créé la fondation Celestina Pérez, du nom de ma première femme, morte sous la torture. Cette fondation lutte

BOLIVIE

DIALOGUE OU GUERRE SOCIALE ?

Entretien avec *Harry Moncada* *



PAR
RAOUL
ZIBECHI,
BRECHA.

TRADUCTION :
ATAULFO
RIERA.

* COORDINATION
DE L'EAU DE
COCHABAMBA

LE 26 JANVIER DERNIER, LE PRÉSIDENT BOLIVIEN GONZALO SÁNCHEZ DE LOZADA ET LE LEADER COCALERO EVO MORALES SONT ARRIVÉS À UN ACCORD POUR METTRE UNE FIN TEMPORAIRE À UN CONFLIT QUI A FAIT 12 MORTS EN 14 JOURS. DANS UNE BOLIVIE BLOQUÉE PAR DES MANIFESTATIONS PAYSANNES ET ALORS QUE L'ARMÉE SE TROUVE PARTOUT, HARRY MONCADA LIVRE SON ANALYSE DE LA LUTTE QUI SE POURSUIT.

La rébellion actuelle déclenchée par différents secteurs sociaux boliviens est le fruit de deux décennies de transformations sociales, culturelles et productives qui ont changé la face du pays et on profondément modifié les formes d'action du mouvement ouvrier. La Coordination de la défense de l'eau et de la vie de Cochabamba représente une nouvelle forme d'articulation du très fragmenté tissu social bolivien. Elle a émergé en avril 2000 au travers d'une puissante insurrection urbaine qui avait obligé le gouvernement d'Hugo Banzer à faire marche arrière dans la vente du service des eaux à une entreprise privée étrangère. Harry Moncada, 49 ans, professeur et membre de la Coordination, était de passage à Montevideo dans le cadre de la campagne

pour la défense de l'eau menée en Uruguay par un réseau d'ONG et de syndicats. D'après Moncada, l'affrontement actuel entre des secteurs du peuple bolivien et le gouvernement est dans la suite logique de la révolte sociale qui se déroule depuis les trois dernières années et qui trouve son origine dans les politiques de privatisation, d'éradication forcée de la feuille de coca et dans la soumission aux intérêts des Etats-Unis dans la région.

Quelles sont les causes du soulèvement actuel en Bolivie?

Harry Moncada: Nous avons antérieurement demandé au gouvernement qu'il apporte des réponses aux problèmes sectoriels et généraux qu'avait laissé à l'abandon le gouvernement antérieur. N'oublions pas de Gonzalo Sanchez de Losada (l'actuel président, NdT) a accédé au pouvoir dans un intense climat d'insatisfaction et d'importantes mobilisations sociales. Il est arrivé au pouvoir en août 2002, a demandé 90 jours de trêve et nous lui avons donné 5 mois, mais ce gouvernement n'a donné aucune réponse. Le 13 janvier la trêve est arrivé à son terme et les mobilisations ont débuté dans un climat de malaise croissant.

Quelles sont les demandes du mouvement et quels sont les principaux problèmes sociaux du pays ?

HM: Les problèmes existent dans tous les secteurs. Les retraités, par exemple, ont fait une marche vers la Paz parce que beaucoup ne pouvaient prendre leur retraite et pour les autres, leur retraite a été volée. La marche du troisième âge, de Oruro à La Paz, a traversé les montagnes et les zones gelées et fut durement réprimée.

Il faut également souligner les grands problèmes généraux. L'entrée en vigueur de l'ALCA supposera la liquidation de la maigre industrie qui nous reste en Bolivie. De plus, il y a le problème aigü du gaz, qui pourrait être un moyen de développement important du pays. La Bolivie est face à deux options: l'exporter aux Etats-Unis à travers un gazoduc jusqu'à la côte chilienne ou le vendre au Brésil qui payerait plus du double du prix. Mais le gouvernement se prononce en faveur de la première option, malgré le fait évident que cela ne bénéficiera pas au pays.

D'un autre côté, il existe une demande pour renationaliser les entreprises privatisées telles que les chemins de fer, le pétrole, la compagnie aérienne et les télécommunications. Mais la volonté est de le faire sous un contrôle social afin d'éviter la corruption et le clientélisme.

Les paysans, pour leur part, réclament des terres productives et une nouvelle réforme agraire. Sans oublier le thème de l'éradication forcée de la coca. Nous ne sommes pas coupables du processus qui transforme notre millénaire feuille de coca en cocaïne, les paysans ne consomment pas de cocaïne et les produits pour la fabriquer viennent des Etats-Unis. L'éradication forcée viole tout bonnement la souveraineté bolivienne car elle est exigée par Washington.

En Bolivie, on applique un plan similaire au Plan Colombie: la militarisation du pays et l'intervention yankee directe avec l'objectif de dominer la biodiversité de la zone du Chapare, qui est presque aussi riche que celle du Putumayo au sud de la Colombie.

Quelle est la réaction du gouvernement ?

HM: C'est comme d'habitude: d'un côté il tente de coopter des dirigeants sociaux - et pour cela il va jusqu'à les acheter - afin de désarmer la lutte, de démobiliser et de démoraliser la base. D'un autre

côté, il intensifie la répression et déclare qu'il s'agit d'une lutte contre la coca, que nous sommes des *coqueros*. Mais dans la nouvelle réalité que vit le pays, ces discours et ces pratiques n'ont plus le même impact qu'ils avaient dans le passé. Les changements sociaux, culturels et productifs qui se sont produits dans les dernières décennies rendent caduque la forme habituelle de domination des classes dirigeantes. Si le gouvernement ne cède pas, la confrontation sera encore plus aiguë. Un commandement, ou un état-major, de la rébellion sociale s'est constitué et est composé par les dirigeants de tous les secteurs mobilisés et avec l'objectif de coordonner et de donner une plus grande force de frappe au mouvement. C'est de cette manière là que nous réagissons à l'état de siège et à la militarisation de la rue. Nous allons vers une confrontation plus forte ou alors vers l'ouverture d'un dialogue.

Que s'est-il passé en Bolivie qui explique que les vieilles barrières, comme celles qui divisaient traditionnellement les ouvriers et les paysans; les indigènes et les classes moyennes, se rompent ? Comment a pu être dépassé l' ancestrale fragmentation du mouvement dans une société telle que la Bolivie ?

HM: La convergence actuelle, bien que cela semble curieux, c'est le néolibéralisme qui l'a impulsée. En 1985, le néolibéralisme fait une irruption brutale au travers de la loi 21.060 qui imposait un modèle économique d'ouverture qui a amené à la fermeture des mines, la principale source de richesse du pays. Ce fut un coup très dur, qui a détruit le prolétariat minier qui constituait la colonne vertébrale du mouvement populaire. Le nouveau modèle a de plus fait éclater la Centrale ouvrière bolivienne (COB) qui avait atteint un tel pouvoir qu'aucun gouvernement ne pouvait prendre de décisions sans la consulter. Mais ce syndicalisme était caudilliste et négociait dans le dos des travailleurs. Tout cela s'est écroulé d'un coup.

Déjà, en avril 2000, au moment du soulèvement de Cochabamba contre la privatisation de l'eau, c'est de la base qu'a émergé la Coordination de la défense de l'eau et de la vie. Ce fut la première instance qui rassemblait tous les secteurs, sans dirigeants d'en haut mais avec des dirigeants issus de la base, sans les vieux caudillos dont le modèle historique fut incarné par le dirigeant minier Juan Lechin. Dans la coordination, il y a des ouvriers d'usine, des institu-

teurs organisés en syndicats, des paysans, des retraités, des jeunes, des habitants des quartiers.

De nouveaux acteurs surgissent: les indigènes, les jeunes, les femmes...

HM: C'est un processus qui a commencé depuis le mouvement pour l'eau en avril 2000 à Cochabamba. Il s'est ensuite approfondi au moment du soulèvement aymara-paysans qui a été soutenu par tous les secteurs, ruraux et urbains, ouvriers et classes moyennes. A ce moment-là, en 2001, le gouvernement Banzer avait dû reculer.

Les jeunes et les femmes sont devenus, depuis cette époque, les acteurs les plus significatifs. Mais tandis

vernement, comme lorsqu'il fut chassé du parlement pendant la législature antérieure. Il y eut ensuite l'intervention scandaleuse de l'ambassadeur des Etats-Unis, Manuel Rocha, qui avait appelé à ne pas voter pour Evo car ce serait voter pour le "narcotrafic". La troisième bourde, ce fut de nouveau Rocha qui l'a commise lorsqu'il a été au parlement pour faire pression sur les députés afin qu'ils n'élisent pas Evo Morales comme président de l'assemblée. Il n'y avait jamais eu une intervention aussi ouverte dans les affaires internes de la Bolivie.

Le gouvernement de Lula, au Brésil, peut-il contribuer à pacifier la situation en Bolivie et à promouvoir un changement de cap?



que les jeunes jouent un rôle nouveau, pour les femmes, il ne s'agit ni plus ni moins qu'une reprise des vieilles traditions de présence féminine dans le mouvement populaire et indigène. D'autre part, l'existence de formes d'organisation plus flexibles facilite l'intégration de ces nouveaux acteurs. Actuellement et pour la première, on assiste à l'organisation des employées domestiques.

Jusqu'à quel point Evo Morales et le Mouvement au socialisme (MAS) représentent un nouveau leadership?

HM: Morales est un leader issu de la base, mais sa position se consolide grâce aux bourdes du gou-

vernement. Je ne suis pas optimiste, tout comme mes compagnons. Le rapport des forces à l'intérieur du Brésil, mais surtout au niveau régional - avec l'exemple éclatant du Venezuela - , indiquent que les changements de fond vont être très difficiles. Le choix de promouvoir le chaos économique ou le chaos politico-militaire, comme en Colombie, semble être une des options actuelles de la superpuissance US. C'est là la meilleure manière pour eux d'imposer l'ALCA et face à cette option, seule peut faire face l'unité et l'intégration latino-américaine. C'est pour cela qu'Evo Morales fait peur et, ce n'est pas du tout de l'exagération, la Bolivie pourrait devenir un nouveau Viêt-Nam. €

BRÉSIL

LE VIRAGE À DROITE DE LULA



cmaq.net

MAINTENANT AU POUVOIR, LE NOUVEAU PRÉSIDENT DU BRÉSIL EST-IL EN TRAIN DE COUPER LES LIENS AVEC SA BASE D'APPUI POPULAIRE ?

Selon la plupart des critères économiques, le régime Cardoso a été le pire des XX et XXI siècles au Brésil. Néanmoins, un des résultats positifs de son effondrement a été de provoquer un tournant massif à gauche de l'électorat. Aux élections présidentielles d'octobre 2002, Luís Inácio « Lula » da Silva, le candidat à la présidence du Parti des Travailleurs (PT) a obtenu le chiffre record de 52 millions de votes, c'est-à-dire 61,4%, face aux 38,6% pour José Serra (PSDB), le dauphin de Cardoso.

L'élection de Lula a été le reflet des conditions horribles de l'économie brésilienne et des attentes énormes de la classe laborieuse et des paysans pour que ce gouvernement réalise une profonde redistribution de la richesse et de la terre, pour qu'il améliore les services sociaux, qu'il offre des possibilités d'emplois et qu'il socialise les industries stratégiques.

Malgré le fait que certains secteurs de la classe capitaliste brésilienne aient appuyé Lula, les observateurs estiment que plus de 80% de ses votes sont venus des pauvres des zones urbaines et rurales qui espèrent des changements sociaux fondamentaux et une rupture avec le modèle néolibéral actuel.

Cependant, le nouveau président n'est plus le candidat de gauche des années passées. Avant les élections, il a nommé comme vice-président le magnat de l'industrie textile, José de Alencar, qui provient d'un parti de droite, le Parti Libéral (PL), et il a forgé des alliances avec des groupes évangélistes et des syndicats de droite, ce qui a donné lieu à des protestations de la part du clergé catholique progressiste et de la Confédération des Travailleurs (CUT). Lula a aussi signé un pacte avec le FMI dans lequel il promet de maintenir le remboursement de la dette, une politique fiscale stricte et un excédent de 3% dans le budget qui sera consacré aux obligations concernant la dette. Il a accepté aussi de continuer les négociations de la ZLÉA impulsées par Washington et il a refusé d'appuyer un référendum informel sur ce sujet

PAR
JAMES
PETRAS

TRADUIT DE
REBELION

PAR
LA GAUCHE.

REVU PAR
JORGE.

mis en avant par l'Église et les mouvements sociaux. Le programme de Lula se positionne essentiellement au centre, puisqu'il promet : (1) de baisser les taux d'intérêt pour les investisseurs sur la base de la distinction entre le capital « productif » et le capital « spéculatif »; (2) de financer les programmes pour que les pauvres aient trois repas par jour; (3) d'améliorer les programmes d'éducation et de santé publiques; (4) de protéger les industries locales; (5) de mener à terme un programme de réforme agraire.

Le tournant de Lula vers le centre-droit, l'a éloigné d'un programme de changements structuraux et ce n'est pas surprenant. Durant le dernier congrès de son parti, plus de 75% des délégués étaient des professionnels de la classe moyenne, des fonctionnaires publics etc.; les 25% restants comprenaient des syndicalistes et une série de dirigeants des mouvements sociaux. Il y a vingt ans, le Parti des Travailleurs se basait sur les délégués d'usines, des militants des favelas, des mouvements ruraux et les « communautés de base » de l'Église progressiste.

Le « virage à droite » de Lula n'est pas seulement le reflet d'un changement tactique pour gagner un appui électoral, mais aussi le reflet d'un changement structurel interne dans la composition du Parti des travailleurs.

Deuxièmement, les structures internes du Parti ont beaucoup changé.

Durant ses premières années, le PT était directement lié aux mouvements sociaux, mais au début des années 1990 il a évolué et s'est converti en machine électorale, séparée des mouvements, et ses membres élus, tant au niveau local, au niveau des États qu'au niveau national, étaient liés aux structures institutionnelles. À cause de ce changement, la base populaire a commencé à avoir de moins en moins d'influence sur le programme du parti et des membres élus se sont peu à peu convertis en politiciens conventionnels, et certains ont privatisé les services publics et ont forgé des alliances avec les élites du monde des affaires.

« ... la base populaire a commencé à avoir de moins en moins d'influence sur le programme du parti et des membres élus se sont peu à peu convertis en politiciens conventionnels,... »

Le changement de Lula a été précédé par le tournant à droite de nombreux gouverneurs, maires et autres élus locaux du Parti des Travailleurs. L'exemple le plus connu est celui d'Antonio Palocci, un des stratèges électoraux les plus importants de Lula, qui a été, en outre, le premier à accéder au gouvernement (comme ministre de l'Économie). Quand il était maire de Ribeirão Preto, dans l'État de São Paulo, Palocci a privatisé l'eau et les compagnies municipales de téléphone et s'est allié aux barons du sucre, ennemis forcés des travailleurs ruraux. Le passage de Palocci à la mairie est une marque de plus des déficiences de son « tournant à droite ». Après sept années en poste, la ville ne traite plus que 17% de ses eaux résiduelles, les taux de chômage et de criminalité ont augmenté et le temps d'attente dans les hôpitaux aussi.

Les possibilités qu'a Lula d'améliorer substantiellement le niveau de vie des pauvres brésiliens, de financer une réforme agraire et de promouvoir l'emploi et l'expansion industrielle sur une large échelle sont très limitées et cela est dû à ses alliances préélectorales et aux accords économiques qu'il a signés.

En premier lieu, son accord avec le FMI signifie qu'il disposera de très peu de fonds une fois que son gouvernement aura mis de côté un excédent de 3% du budget pour payer la

dette publique. Deuxièmement, les taux d'intérêt de 23% de Cardoso se basaient sur la nécessité de continuer à attirer le capital étranger pour juguler l'inflation.

L'acceptation par Lula de cet agenda « anti-inflationniste » signifie qu'il sera incapable de diminuer substantiellement les taux d'intérêt pour stimuler l'investissement local « productif ». Étant donné les accords budgétaires de Lula et ses liens avec les élites des milieux d'affaires, il sera probablement incapable de répondre aux exigences des travailleurs d'augmenter les salaires, y compris d'augmenter le salaire minimum. Au cas, où Lula répondrait en partie aux attentes populaires, nous pouvons nous attendre à ce que le FMI suspende

les prêts. S'il diminue les taux d'intérêt pour stimuler l'investissement local, les investisseurs étrangers se retireront, ce qui augmentera l'inflation. Bien que le contrôle de l'inflation puisse être un outil politique positif, il est assez probable que cela provoquera l'inclusion de Lula sur la liste noire des institutions financières internationales et des banques locales privatisées. Le fait de s'être lié à une orientation néolibérale fera que Lula aura des difficultés à initier un quelconque nouveau programme, y compris ceux qu'il a promis à ces nouveaux alliés de l'élite des affaires. Mais, le danger, c'est que le nouveau président soit conduit à prendre des mesures répressives pour contenir les exigences populaires à l'intérieur des limites imposées par le FMI et le Parti Libéral. Durant la campagne électorale, Lula a promis d'utiliser toute la force de son régime pour réprimer les occupations illégales des grandes propriétés terriennes, c'est-à-dire les programmes des organisations des travailleurs sans terre. Cardoso avait aussi utilisé des mesures répressives similaires, suite à des accords préélectoraux avec les propriétaires fonciers qui contrôlaient le Parti du Front Libéral (PFL). Il ne fait aucun doute que Lula a hérité d'une économie qui se trouve dans des conditions désastreuses : inflation galopante, presque 20 milliards de dollars de remboursement annuel pour la dette extérieure, déficit de la balance des paiements, croissance négative per capita, monnaie en déclin, fuite des capitaux, grandes inégalités et un chômage et une pauvreté toujours plus importants.

Mais, il existe deux opinions sur la crise brésilienne. La perspective progressiste la considère comme une opportunité de transformer le pays et soutient que c'est précisément l'effondrement des politiques libérales et les alliances avec la droite qui nécessitent une rupture claire avec le passé et un tournant de gauche pour redistribuer la richesse et stimuler l'économie locale, re-nationaliser l'industrie et les institutions financières, retenir la rente des investissements au pays et générer des emplois, ainsi que réaliser une réforme agraire qui stimule la consommation rurale des produits industriels et la réduction des importations alimentaires. La perspective conservatrice - qui prédomine dans le régime de Lula - argue que la crise interne nécessite la conformité avec le modèle actuel pour « stabiliser » et « réactiver » l'économie, laquelle permettra de réaliser les réformes sociales une fois la crise surmontée.

(...) Selon nous, la perspective conservatrice ne fera que perpétuer ou même approfondira la crise

et empêchera les réformes marginales. Le problème de la « réduction de la pauvreté » ne peut être résolu que par l'élimination de la concentration de la richesse qui produit la pauvreté et perpétue les inégalités. Et la manière la plus efficace d'empêcher les fuites de capitaux consiste à changer les formes de propriété et les rapports de production.

Le nouveau régime a un mandat de plus de 90% des 52 millions de Brésiliens qui ont voté pour Lula pour réaliser une transformation sociale. Si le gouvernement de Lula cède, fait des concessions à l'Administration Bush et pour les prêts du FMI et de la Banque mondiale et tourne le dos aux exigences majoritaires de changements sociaux fondamentaux, non seulement il désillusionnera des millions de gens, mais il repoussera le développement du

Brésil pour une autre génération.

Trois semaines après sa victoire électorale écrasante, Lula a donné un signal clair de la direction que prendra son régime. Il a convoqué une réunion des dirigeants des syndicats, des travailleurs ruraux, des employés et fonctionnaires du gouvernement pour discuter d'un « pacte social ». Furent discutés la « réforme du travail » qui augmentera le pouvoir patronal pour engager et licencier des travailleurs et geler les salaires, l'élimination de l'impôt du patronat, qui sert à financer les programmes sociaux et la concession, également au patronat, de pouvoir renégocier des contrats qui invalident les avantages sociaux légalement assurés aux travailleurs.

Alors qu'il donne la priorité à l'acceptation des exigences patronales, Lula a refusé de concéder une hausse immédiate du salaire minimum de 50 dollars par mois et a promis de considérer une hausse d'environ 10% (5 dollars) pour le milieu de 2003.

Il est clair que Lula, de même que son prédécesseur Cardoso, au lieu de représenter son électorat ouvrier, a donné des signaux à gauche avant les élections, mais a depuis tourné à droite. Les deux principales centrales syndicales, la CUT (Confédération Unitaire des Travailleurs) et Force Syndicale, ainsi que le Mouvement des Sans Terre (MST) ont rejeté d'emblée les propositions de Lula et ont affirmé en cela leur indépendance face au nouveau gouvernement. L'agressivité avec laquelle Lula imposera son programme favorable aux affairistes sera ce qui déterminera à quel moment se produira la rupture entre son régime et les centrales syndicales. €

LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE MENACÉE

PAR SYLVIE
BUKHARI-DE
PONTUAL,
PRÉSIDENTE
DE L'ACTION
DES
CHRÉTIENS
POUR
L'ABOLITION
DE LA
TORTURE
(ACAT-
FRANCE.)

TIRÉ DU
COURRIER DE
L'ACAT.
DÉCEMBRE
2002,
NO. 230,
P.26-27.

AU MOMENT MÊME OU LA COUR SE MET EN PLACE, LES ÉTATS-UNIS FONT TOUT POUR LIMITER SON CHAMP D'ACTION, EXERCENT DE FORTES PRESSIONS DIPLOMATIQUES ET S'EFFORCENT DE CONCLURE AVEC UN MAXIMUM DE PAYS DES ACCORDS BILATÉRAUX AFIN D'OBTENIR UNE IMMUNITÉ DE JURIDICTION TOTALE POUR TOUS LEURS RESSORTIS-SANTS.

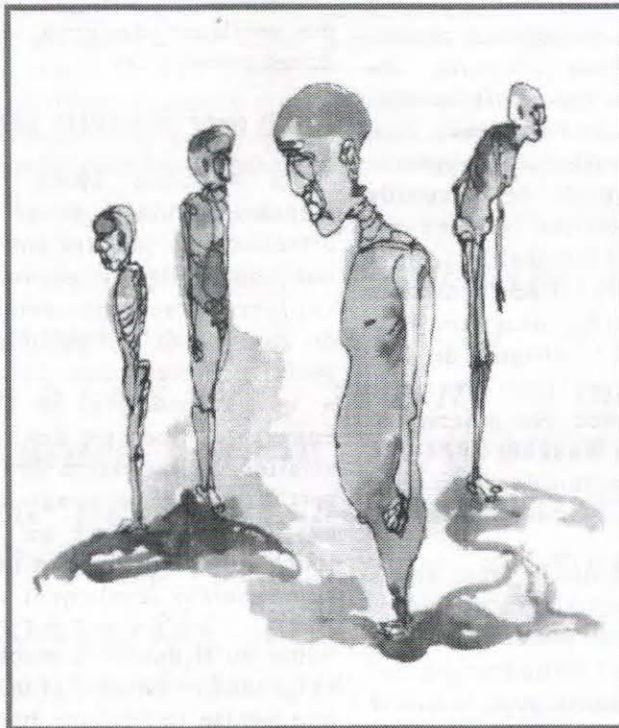
La première assemblée des États parties à la Cour pénale internationale (CPI), qui s'est tenue à New York en septembre 2002, a marqué une étape importante dans la mise en place effective de la Cour : elle a adopté huit projets de résolution et de décision ayant trait au budget de la première année de fonctionnement de la CPI et à des arrangements administratifs intérimaires; elle a surtout placé l'élection des juges et la définition du crime d'agression au centre de ses débats. Basée à La Haye et devant entrer en vigueur au printemps 2003, la Cour, dont le statut a été ratifié, au 2 novembre 2002, par quatre-vingts et un États (parmi lesquels dix-neuf pays africains, trente-trois pays européens, dix-sept pays d'Amérique, six pays asiatiques et six pays d'Océanie) et signé 139, fonctionnera sous l'autorité d'un procureur indépendant et sera composée de dix-huit juges internationaux, élus pour neuf ans et non rééligibles.

Au moment même où la Cour se met en place, les États-Unis —qui ont refusé de ratifier le traité de 1998 portant sur le statut de la CPI, en arguant que

cette nouvelle juridiction internationale pourrait être utilisée contre eux à des fins politiques— font tout pour limiter son champ d'action¹ et exercent de fortes pressions diplomatiques afin d'obtenir une immunité de juridiction totale pour leurs citoyens :

en application de l'article 98 du statut de Rome², ils s'efforcent de conclure avec un maximum de pays des accords bilatéraux garantissant que des ressortissants américains —quels qu'ils soient : hommes politiques, diplomates, militaires, fonctionnaires ou simples citoyens— ne seront pas extradés vers la Cour. À la date du 2 novembre 2002, dix pays ont déjà signé de tels « accords d'impunité » par lesquels ils s'engagent à ne pas traduire les citoyens américains devant la CPI³, minant ainsi l'autorité et la compétence de la CPI.

Bélen Martelli, Hommes que ne se ven



Formulés seulement pour assurer à des individus ou à des groupes d'individus l'immunité de la CPI, ils n'obligent pas les États-Unis à poursuivre les crimes internationaux en question et sont contraires à l'objectif général de la CPI, qui est de s'assurer que les crimes les plus graves dont le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de soient poursuivis au niveau national ou par un corps juridique international si les États sont incapables ou peu disposés à le faire véritablement. Les États parties au statut de Rome qui signent ces accords violent les articles 27, 86, 89 et 90 du statut, qui exigent d'eux une coopération avec la Cour. Ils violent également l'article 18 de la convention de Vienne sur les droits des traités, qui les obligent à s'abstenir d'actes qui sont contraires à l'objet et au but du statut. Enfin, beaucoup d'États violent probablement leurs propres lois d'extradition en signant de tels accords, car les États ont généralement un pouvoir beaucoup plus large pour approuver les extraditions et les remises de personnes

que ceux contenus dans les accords de l'article 98.

D'emblée, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Parlement européen (PE) ont clairement affirmé que ces accords étaient incompatibles avec le respect de la lettre comme de l'esprit du traité CPI¹. Pourtant, soumis aux fortes pressions américaines, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) ont rouché, le 30 septembre dernier, un compromis sur une position commune, ouvrant la voie à des accords bilatéraux avec les États-Unis, garantissant une immunité conditionnelle des diplomates et militaires américains devant la CPI². L'UE a donc, en grande partie, cédé aux pressions américaines.

Pour autant, les États-Unis n'ont pas obtenu une reddition totale des Quinze car ces derniers ont rejeté la demande de l'administration Bush que de tels accords couvrent la totalité des ressortissants américains, sans distinction ni conditions. Il n'est pas question, en effet, d'exonérer par avance tous les ressortissants américains, et notamment pas ceux qui n'auraient pas été officiellement envoyés (membres d'ONG, simples citoyens, agents officieux, mercenaires...) : une éventuelle immunité ne couvrira que « des personnes qui bénéficient d'un statut diplomatique » ou

« des personnes présentes sur le territoire d'un État » où elles auraient été envoyées par leur pays d'origine pour remplir des opérations de maintien de la paix. En outre, pour éviter une impunité totale, dans les accords qu'ils pourraient conclure avec les États-Unis, les pays ayant adhéré à la CPI ne doivent pas réclamer pour leurs ressortissants l'engagement de non-transfert vers la Cour qu'eux-mêmes accordent aux ressortissants américains et ils doivent s'engager à ce que l'auteur d'un crime relevant de la compétence de la CPI fasse, « si les preuves sont suffisantes », l'objet de « poursuites adéquates » devant les juridictions nationales.

À l'heure où la justice pénale internationale est ainsi attaquée et où se réduisent les chances de connaître une véritable justice universelle, une lueur d'espoir dans la lutte contre l'impunité est venue de notre justice française. Le 24 octobre 2002, sur le fondement de la compétence universelle⁶, la cour de cassation a rejeté le pouvoir d'Ely Ould Dah, militaire mauritanien accusé d'actes de tortures en 1990 et 1991, et a renvoyé ce dernier devant la cour d'assises pour y être jugé pour crimes de torture. Ce sera la première fois en France. €

NOTES :

1. Le 12 juillet 2002, les États-Unis ont ainsi poussé la communauté internationale à accepter une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU empêchant la CPI de poursuivre le personnel diplomatique et militaire des États non-parties à la CPI contribuant aux opérations de maintien de la paix pour une période d'un an renouvelable : voir le Courrier de l'ACAT, numéro de septembre-octobre.

2. Conçu pour éviter d'éventuels conflits entre le Statut de Rome et les engagements internationaux existants – tels que par exemple les accords régissant les forces armées à l'étranger (SOFA) et les accords relatifs aux forces en mission (SOMA), qui obligent à faire retourner dans leurs pays (l'État d'envoi) les ressortissants étrangers lorsqu'ils sont coupables de crimes-, et pour permettre une meilleure coopération avec la CPI, l'article 98 accorde également la priorité à l'État d'envoi pour poursuivre et punir ses propres ressortissants coupables des crimes commis. Cela confirme d'ailleurs le principe de complémentarité du Statut de Rome qui accorde à un pays la priorité pour poursuivre les crimes allégués contre ses propres ressortissants.

3. Il s'agit de l'Ouzbékistan, de la République dominicaine, de la Mauritanie, du Timor-Oriental, d'Israël, des Îles Marshall, de Palau, de la Roumanie, du Tadjikistan et du Honduras. Seuls trois pays de cette liste –Tadjikistan, Roumanie et Îles Marshall- ont signé le traité, mais ne l'ont pas encore ratifié.

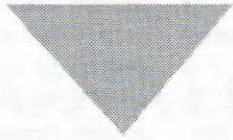
4. Notamment, dans une résolution adoptée le 24 octobre 2002, le PE réaffirme qu'« aucun accord d'immunité ne doit

jamais ouvrir la possibilité d'une impunité pour toute personne convaincue de crime de guerre, de crime contre l'humanité ou de génocide » et rappelle que la ratification de tout accord « qui entraverait la mise en œuvre effective du statut de Rome [...] est incompatible » avec l'appartenance à l'Union ou la demande d'adhésion à l'Union. En particulier, le PE s'est dit déçu de la décision de la Roumanie de « signer avec les États-Unis un accord contrevenant à l'esprit du statut de la CPI » et « inquiet » du fait que trois autres pays candidats (République tchèque, Lituanie, Malte) n'ont toujours pas ratifié le traité : et il considère comme « inacceptable que la Turquie n'ait même pas signé le traité ».

5. La Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne ont déjà annoncé qu'elles voulaient signer un accord bilatéral avec les États-Unis, tandis que l'Allemagne s'y refusait catégoriquement. La France a une position plus ambiguë car elle est, elle-même, critiquée pour avoir exigé de bénéficier d'une immunité partielle de sept ans pour les crimes de guerre en application de l'article 124 du statut CPI, contre lequel l'ACAT et le Fi.ACAT, membres de la Coalition française des ONG pour la CPI, se sont mobilisés à plusieurs reprises.

6. L'article 689-1 du code de procédure pénale établit la compétence universelle des tribunaux français pour connaître du crime de torture en application de la Convention ONU de 1984 contre la torture : ce mécanisme permet de juger des crimes quel que soit l'endroit où ils ont été commis et quelle que soit la nationalité de l'auteur présumé. Il n'a jamais, à ce jour, été utilisé à son terme en France. L'unique exemple de son application pénale dans le monde demeure le procès des responsables de génocide rwandais en Belgique.

ARGENTINE



« C'EST UN BON COMMENCEMENT, MAIS IL NE SUFFIT PAS DE BATTRE LES CASSEROLES... IL FAUT LES REMPLIR ! »

PAR
ANA MARIA
SEGHEZZO
ET
RUBÉN
D'URBANO

DE RETOUR DE L'ARGENTINE OÙ NOUS AVONS PASSÉ QUELQUES SEMAINES, NOUS VOULONS PARTAGER AVEC VOUS, NOS AMIES QUÉBÉCOISES, CERTAINS MOMENTS MARQUANTS.

Nous avons vécu un beau moment plein d'émotion à l'assemblée populaire d'un quartier de Buenos Aires où nous sommes allés par une belle soirée d'avril, avec simplement le goût d'écouter, de sentir, d'apprendre, d'y être, de rêver et de « regarder » les rêves des autres, qui sont aussi les nôtres...

Vous connaissez déjà très bien l'état de destruction presque totale dans laquelle se trouve notre riche et généreux pays, qui produit, par exemple, 2 tonnes de nourriture par année par personne et qui compte pour le moment 18 millions de personnes affamées... et nous atteindrons le chiffre de 23 millions à la fin de l'année si rien ne change.

Vous connaissez aussi très bien les responsables de cette catastrophe absurde, tant de l'extérieur que de l'intérieur du pays : le FMI, la BM, l'OMC, les pays du G7, la BID et les différents paliers des gouvernements argentins, de la finance, du commerce et tout ceux que les argentins veulent voir s'en aller. Bref, tous ceux qui confondent le bien commun avec leur propre voracité privée ! Parce que vous les connaissez bien et parce que nous ne voulons pas perdre notre temps ni le vôtre en les décrivant, nous avons pensé plutôt vous faire part de certaines rencontres, questionnements, réflexions, projets et actions auxquels nous avons assisté et qui ont comme protagonistes les gens ordinaires à la recherche de la VIE, tournés vers l'avenir.

Nous sommes partis du Québec avec une question en tête : quels sont les gestes concrets, les interrogations, les doutes ou réflexions des argentines et des argentins d'aujourd'hui ? Dans

quelles situations et dans quels contextes différents des nôtres cherchent-ils un autre monde ?

Commençons par l'assemblée populaire du quartier d'Almagro.

A peu près 60 personnes bloquent la moitié de l'avenue avec une pancarte sur laquelle il est écrit : « Asamblea popular de Almagro ». Avec un mégaphone, le « maté » et l'eau chaude, des cahiers et crayons et une très bonne humeur, on s'assoie dans la rue et miracle on commence à l'heure ! Il est 20h juste et l'assemblée doit finir à 21h30. J'entends dire : « demain il faut aller travailler... les chanceux qui travaillent ! » Sur une table, une voisine vend des empanadas au bénéfice des ouvrières d'une usine de vêtements que ces dernières font fonctionner en coopérative depuis le départ précipité de son propriétaire avant « el corralito ».

Pour commencer, les commissions informent tour à tour. Tout d'abord, les jeunes qui parlent de leur solidarité avec Pedro Cantorini emprisonné à Barcelone lors d'une manifestation contre l'Union Européenne (mondialisation de la solidarité à l'œuvre!). Ils proposent de faire une analyse politique sur le sens des assemblées populaires. Ce sont les jeunes qui appellent à la réflexion politique : « après la mobilisation du 20 décembre 2001, le premier cacerolazo qui a défié l'état de siège et qui a fait tomber le gouvernement de De la Rúa, nous avons perdu la peur... »

Ensuite, ce sont les retraités qui prennent la parole : « nous devons nous battre pour avoir des médicaments génériques... ». Invitation à aller « scratcher » les murs de 3 laboratoires... Puis les chômeurs lancent une invitation à participer à la première rencontre des chômeurs et chômeuses pour trouver des solutions pour les sans emplois...

La commission sur la culture et cinéma à son tour lance une invitation pour une causerie intitulée « les cacerolazos ne suffisent pas »; aussi ils invitent les gens à la projection d'un film sur l'annulation de la dette. À ces événements assistent entre 140 et 150 personnes, une fois par semaine...

C'est au tour de la commission sur le contrôle des prix. Elle organise des mobilisations et des campagnes de signatures dans le but faire baisser les prix des produits essentiels...

Puis c'est ménage du quartier qui dit qu'il faut se « mobiliser pour exiger des comptes aux autorités du quartier, mais en attendant nettoyons nos rues de la "merde" des chiens.. on ne peut pas marcher sans tomber sur une ! » La commission presse annonce la mise en route du site web ; la distribution du 1^{er} bulletin « Almagro en assemblée » ; la lettre aux voisinEs, le troc, le jardin communautaire, les femmes et le 8 mars, les assemblées des voisinEs, une opportunité pour une nouvelle démocratie, etc.

Ensuite on discute de la participation des délégués d'Almagro à la rencontre hebdomadaire des toutes les assemblées des quartiers de Buenos Aires et du « grand Buenos Aires » dans un grand parc pour le dimanche prochain. On devra décider de la manif du 1^{er} mai et de l'indépendance des assemblées populaires vis-à-vis des partis politiques et des syndicats, de la participation aux cacerolazos des vendredis à la Place de Mai pour protester contre TOUT ! « Qu'ils s'en aillent tous... » Que sommes-nous? Que voulons-nous devenir? Etc.

Il s'agit d'une véritable démocratie populaire en action. Mais combien fragile ! Tous le savent et ensemble ils cherchent les voies possibles.

J'entends des commentaires : « il y a qui pensent que dans un an tout ça restera dans nos souvenirs. Je crois que non. Quand on sort de chez nous, on se connaît, on connaît les problèmes de nos voisins, on proteste... Rien ne sera plus pareil... » « Même si dans un an nous ne sommes plus là, ce que nous vivons aujourd'hui est fondamental... » « Nous sommes en train de discuter de quelque chose qui, il y a 2 mois aurait été impensable parce qu'on ne discutait même pas s'il était obligatoire de payer la dette au non. Beaucoup se demandent qu'est-ce qu'il nous arrivera si nous ne la payons pas. Je ne le sais pas. Mais je sais ce qui nous arrive alors que nous la payons ! »

Et d'autres encore : « je suis un optimiste pathologique et je crois que nous sommes en "état d'assemblée" de la même

façon qu'une femme quand elle est enceinte. Nous sommes en train d'accoucher d'un nouveau système, d'une nouvelle façon de faire de la politique. »

RENCONTRE AVEC ATTAC ARGENTINE

Il y a une quinzaine de personnes. Quelqu'un explique : « nous ne sommes pas nombreuses parce que les problèmes d'ici sont si grands qu'il est très difficile de s'intéresser aux problèmes internationaux. »

De cette rencontre nous retenons surtout la présentation réalisée par Jacob Goransky, un homme de 80 ans. Il est membre de la Commission de conjoncture d'une centrale syndicale, le Congrès des travailleurs argentins (CTA). La CTA est la Centrale syndicale la plus critique et combative du pays. Elle est aussi membre d'une Commission syndicale de réflexion sur le sens des assemblées des quartiers.

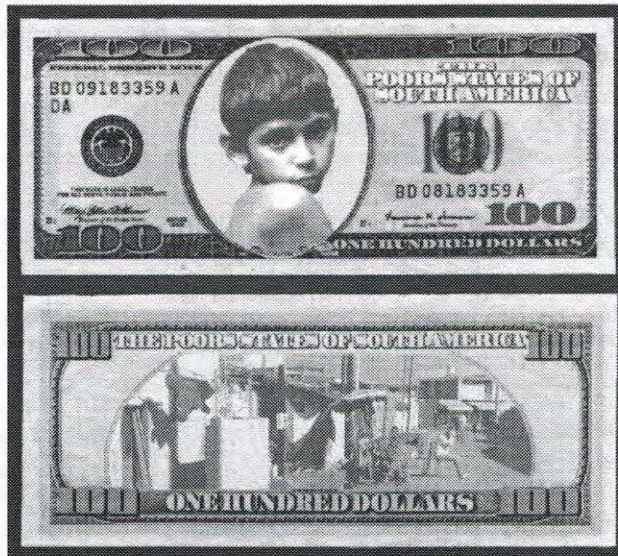
Goransky remarque : « C'est la pire crise de l'histoire argentine et elle n'est pas seulement économique, elle est aussi

institutionnelle, politique, sociale, éthique. Le destin de l'Argentine est en jeu. »

Selon lui, l'oligarchie argentine a toujours eu une mentalité corporatiste et d'accumulation. Elle déposait ses gains et ses bénéfices à l'extérieur sans réinvestir au pays et la même situation se poursuit toujours aujourd'hui.

Quoi faire devant cette crise folle et dangereuse ?

Selon lui il y a deux chemins possibles, celui de la résistance et celui de l'insurrection ; c'est à dire mener jusqu'au bout la logique des « qu'ils s'en aillent tous » des cacerolazos. Les organisations de jeunes, de femmes, des différents secteurs du mouvement populaire et des secteurs de la gauche syndicale et politique pourraient provoquer une grande insurrection nationale, pacifique, pour forcer le gouvernement à ne pas payer la dette et défendre les conséquences de ce geste au niveau national et international (par exemple : éviter une répression militaire semblable à celle connue dans les années



Roberto Cavallo, Dollar latino

'70 qui a provoqué la disparition d'une génération ; lutter contre l'isolement de l'Argentine au niveau mondial avec des conséquences impossibles à prédire,...). Il y a aussi d'autres propositions, comme celle de laisser la crise continuer, c'est-à-dire de payer la dette (avec les conséquences prévisibles sur la population), arriver aux élections selon la logique de la démocratie actuelle tout en permettant un approfondissement de l'organisation populaire. Ou encore, créer des liens avec les autres mouvements populaires latino-américains...

« Il faut avoir beaucoup de patience, nous ne pouvons pas accélérer l'histoire, mais il y a des choses très encourageantes, comme les assemblées populaires ou le Forum Social Mondial de Porto Alegre. » Il a manifesté une très grande préoccupation devant le sentiment d'impatience de certainEs participantes et participants à la réunion.

La discussion s'est déroulée autour de ces sujets et autour de la participation d'ATTAC à la manif du 1^{er} mai.

GROUPE DE RÉFLEXION POLITIQUE « DICIEMBRE 20 »

Le groupe de réflexion politique « Diciembre 20 » (www.diciembre20.com), tire son nom d'une journée considérée historique parce que le peuple de Buenos Aires, et des principales villes du pays, est descendu dans la rue par dizaines de milliers après que le gouvernement fédéral ait décrété l'état de siège. « Les argentins qui étaient disparus depuis 30 ans, sont réapparus vivants », me dit quelqu'un.

« Il nous faut réfléchir, écouter, participer, voir,... trop de choses se passent, mais nous n'avons pas encore un horizon clair devant nous. Les *cacerolazos* c'est un bon commencement, mais ils ne suffisent pas. Maintenant nous devons remplir les casseroles... », dit une autre personne.

Justement, une participante explique que remplir les casseroles est un objectif du groupe.

Toutes les samedis après-midis, depuis le 20 décembre 2001, des hommes et des femmes de différents milieux de Buenos Aires se rencontrent pour réfléchir ensemble. C'est une belle façon de finir une semaine, même si elle n'est vraiment pas reposante pour personne !

Il y a des manifestations dans tout le pays, tous les jours, pour toutes les causes et à toutes les sauces. Avec « bombos » et les tambours, on chante et on danse. Il y a une très grande participation des jeunes, mais je me demande jusqu'à quand ils tiendront.

Une grande mobilisation nationale de 24 heures dans toutes les villes du pays est convoquée par le Congrès des travailleurs argentins avec l'adhésion de plusieurs organisations syndicales, politiques et populaires, entre autres les Mères de la Place de Mai, Ligne fondatrice et les grands-mères de la Place de Mai. Ce sera le 29 mai, journée anniversaire d'une insurrection populaire contre le régime militaire en 1969. C'est une mobilisation populaire pour demander des alternatives aux politiques de la faim imposées par le FMI et le gouvernement au peuple déjà en agonie. « Nous avons marre des politiques qui nous proposent la croissance d'abord, pour en arriver au « versement » après... Les maîtres du monde ne versent jamais. Ils gardent tout », dit l'un des dirigeants.

LA SOCIÉTÉ CIVILE FACE À LA RÉFORME POLITIQUE

La Sociedad Civil de cara a la Reforma Política para la Argentina del siglo XXI (La société civile face à la réforme politique de

l'Argentine du XXI^{ème} siècle ; site web : www.conciencia.org) nous a permis de rencontrer une amie à la retraite depuis 30 ans qui y travaille comme militante. Conciencia est une organisation civile non partisane. Notre amie explique que « nous devons refaire le système politique et travailler pour le long terme si nous voulons sortir de cette décadence et de ce gigantesque cercle vicieux. »

Conciencia fait de l'éducation populaire, entre autres, sur la responsabilité de voter. Ils donnent leurs avis sur le vote annulé qui a représenté 40% des votes lors de la dernière élection en 1999. Si cette situation se répète lors de la prochaine élection il y a le danger qu'un secteur peroniste corrompu remporte le scrutin. Ce serait une répétition de l'expérience des « menemistes » qui l'ont remporté avec 12 ou 15% du total des votes.

> suite en page 30



EN VISITE

À SAN ANTONIO NUEVO PARAÍSO

POUR UNE DEUXIÈME ANNÉE, UN GROUPE DE SIX STAGIAIRES QSF DU COMITÉ CHRÉTIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE (CCDHAL) ONT DÉLAISSÉ LE QUÉBEC POUR UN VILLAGE MEXICAIN. ILS ONT PASSÉ LES MOIS DE MAI ET JUIN DANS LA JUNGLE POUR SOUTENIR UN PROJET D'AMÉNAGEMENT ÉCOLOGIQUE ET PARTICIPATIF DES TERRES D'UNE COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE.

Les six jeunes ont d'abord suivi la formation donnée par le CCDHAL pour se préparer à l'aventure. Puis, fin avril, ils sont partis, pour le voyage jusqu'à la ville de Mexico, d'abord, puis jusqu'à la communauté de San Antonio Nuevo Paraíso, dans le département des Chimalapas, état de Oaxaca, où ils sont arrivés quelques jours plus tard. Ils étaient chargés de matériel, d'information et d'idées pour entamer la marche de quatre heures dans un sentier pour se rendre jusqu'au village. Si perdu qu'il est dans la forêt, ce village se retrouve complètement à l'écart des grands et petits axes de communication. Les stagiaires y ont donné des ateliers d'information sur la santé reproductive, la couture, la création artistique (pour les enfants), la transformation des plantes médicinales et sur le Plan Puebla-Panama. Enfin, ils ont côtoyé les paysans dans leurs activités.

Un village dans la jungle

Pourquoi le CCDHAL a-t-il choisi San Antonio cette année encore? Pour soutenir le projet d'aménagement écologique participatif de leurs terres. Les membres de la communauté ont élaboré, avec l'aide d'une Organisation non gouvernementale (ONG) locale spécialisée, Maderas del Pueblo del Sureste (MPS), un plan pour leur permettre de vivre en harmonie avec le milieu particulier de la jungle tropicale où ils se sont installés il y a maintenant une quinzaine d'années. Étant pour la plupart autochtones, ils cherchaient à l'origine un lieu où la surface de terres disponibles assurerait leur avenir et celui de leurs enfants selon le mode de vie traditionnel de culture de la terre. Les montagnes des Chimalapas contiennent des réserves d'eau, de gibier, de poisson et de flore inimaginables. Ceci contraste avec l'endroit sec et surpeuplé d'où viennent les habitants de San Antonio. Ils sont par le fait même plus conscientisés à l'importance de la conservation des richesses naturelles. Depuis quelques années, Maderas del Pueblo del Sureste, l'ONG locale qui les avait appuyés lors de l'établissement du projet n'est plus en mesure de garder un lien continu avec la communauté. Cet été, c'était donc le rôle des stagiaires de permettre la diffusion des nouvelles et de favoriser la poursuite du travail communautaire tout en se familiarisant avec une nouvelle culture et, pour certains, une nouvelle langue. Il faut noter que peu de

personnes étrangères se rendent jusque là, où le sentier se termine. Le médecin s'y rend peut-être quatre fois par année, le curé environ trois fois, le fonctionnaire chargé du contrôle du paludisme y fait un tour chaque mois, la fête annuelle du village attire des gens chaque année et c'est tout. D'où l'enthousiasme des habitants à l'égard du groupe de jeunes stagiaires canadiens venus partager leur vie durant quelques semaines.

La vie au quotidien

Pour les stagiaires, c'était tout un dépaysement cette chaleur, cette humidité, la végétation, les insectes ainsi que tout ce qui se rapporte à la vie en milieu tropical. Bien que prévenus par l'équipe précédente, le choc était des plus brutal quand on pense que le matin d'avril de leur départ, il avait neigé... La nourriture aussi surprenait : la plupart des Québécois évitent de manger un bouillon de poisson bien chaud pour déjeuner alors qu'il fait déjà 30 degrés celsius, par exemple. Vers neuf heures, une fois l'heure du déjeuner passée, les stagiaires pouvaient s'adonner à leur ateliers et à leur préparation mais si rien ne pressait, ils pouvaient toujours jouer avec les nombreux enfants du village. Ces jeunes forment près de la moitié de la population de l'endroit et sont fascinés par les étrangers, ainsi que par les ballons arrivés avec eux.

D'un sujet à l'autre : les ateliers

Pour les ateliers, les informations de bases venaient en grande partie des recommandations des stagiaires de l'année dernière. Par ailleurs, certaines questions des gens sur place permettaient de mieux cerner leurs besoins. Tous les ateliers reçurent un bon accueil et l'assistance fut plus que satisfaisante. Et ce, autant pour l'atelier sur les méthodes de contraception que celui sur les façons de conserver les plantes médicinales qui se poursuivit une deuxième journée. Les ateliers de couture s'étalèrent sur plusieurs journées avec une affluence de plus en plus marquée à mesure que la fête du Saint patron du village approchait. Les ateliers pour les enfants, les plus en demande, eurent lieu chaque semaine. Quant à l'atelier d'information sur le Plan Puebla Panama, il avait été organisé le jour précédant la fête pour obtenir une assistance qui s'étendrait plus loin que les limites de la communauté. Cet atelier fut très apprécié et on invita les stagiaires à le redonner dans la région de la vallée d'Uxpanapa, région contigüe aux Chimalapas ainsi que dans une autre communauté des montagnes où il n'y a toutefois pas d'aménagement écologique. Les communautés qui tiennent des politiques en matière d'écologie sont plutôt marginales au Mexique. Elles sont des exceptions qui doivent être appuyées et soutenues pour préserver la richesse tropicale des montagnes Chimalapas, région de grande richesse florale et faunique. ☾

PAR
ALICE
TANGUAY
ACCOMPAGNATRICE DU
GROUPE
QUÉBEC SANS
FRONTIÈRES
2001-2002

POUR ENRICHIR LE DÉBAT SUR L'AGRICULTURE FONDÉE SUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE,
RESPECTUEUSE DES COMMUNAUTÉS LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT :

LA CARAVANE PAYSANNE

Réunis sous le thème de
L'agriculture de résistance

Eliseo Gómez Hernández de CIEPAC (San Cristóbal de Las Casas, Chiapas, Mexique)
Domingo Jiménez Jiménez de CHUDEB (région des Chimalapas, Oaxaca, Mexique)
Fidel Pérez Vásquez de UCIZONI (Isthme de Tehuantepec, Oaxaca, Mexique)

Viendront échanger avec les agriculteurs et les citoyens des enjeux de l'agriculture paysanne et de la consommation responsable.

La caravane s'arrêtera à Québec, à Victoriaville, dans la région de La Pocatière, de Lotbinière, dans les Laurentides, en Montérégie et à Montréal.

Organisé par le Social Justice Committee, le Comité Chrétien pour les Droits Humains en Amérique Latine (CCDHAL) et l'Union paysanne

Info : 514-933-6797 (SJC) ou 514-387-2541 (CCDHAL)

Trois invités mexicains réaliseront une tournée d'information et d'échanges sur les enjeux agraires au Mexique et au Québec, du 10 au 25 mars 2003. Cette tournée les mènera, d'assemblées publiques en rencontres avec des agriculteurs québécois, à Victoriaville, Québec, La Pocatière, Lotbinière, Mirabel, pour se terminer à Montréal.

L'agriculture mexicaine est en crise. Depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, le marché mexicain a été envahi, entre autres par des importations de maïs, aliment de base de la diète quotidienne, hautement subventionnées et de piètre qualité, en provenance des États-Unis. Au cours des premiers sept ans de l'ALENA, les dépenses gouvernementales en matière d'agriculture ont diminué de 31%, les coûts de pro-

duction ont augmenté dramatiquement et les importations de grains de base ont presque doublé. Ces politiques ont mené à la ruine des milliers de paysans mexicains produisant des surplus de maïs, menacent sérieusement leur souveraineté alimentaire et provoquent un grave exode rural. Le 1^{er} janvier 2003, selon l'échéancier prévu dans l'ALENA, tous les produits agricoles en provenance des États-Unis et du Canada ont été libéralisés, sauf le maïs, les haricots et le lait en poudre.

Face à cette crise dans le monde rural, une large coalition de groupes et d'organisations revendique la révision des politiques agricoles mexicaines. Cette coalition, qui a commencé à prendre forme en 2002, a formulé six propositions pour la sauvegarde et la

revalorisation de la campagne : un moratoire et une renégociation du chapitre agricole de l'ALENA; un plan de réorientation de l'industrie agricole et des pêches, à court et à long terme; une réforme financière rurale réelle; un budget qui consacre davantage de fonds au développement productif agricole ainsi qu'au développement social rural; une politique alimentaire garante de l'innocuité et de la qualité des produits agricoles; la reconnaissance des droits et de la culture autochtones, tel que prévu dans les accords de San Andrés. Ce mouvement en solidarité avec les travailleurs-euses agricoles exige aussi la fin de la persécution envers les militantEs paysanNEs et les militantEs contre les politiques néolibérales.

Dans ce contexte, les invités suivants viendront partager leurs expériences d'organisation communautaire et d'agriculture alternative avec des agriculteurs québécois, des membres de l'Union paysanne et la population en général:

Eliseo Gómez Hernández, représentant de CIEPAC –*Centre de recherches économiques et politiques pour l'action communautaire (Chiapas)*. Les membres de CIEPAC réalisent des études et des analyses sur la situation économique, politique, sociale et militaire de l'état du Chiapas dans les contextes national et international. De plus CIEPAC offre des ateliers d'analyse de conjoncture aux organisations paysannes et autochtones du Chiapas ainsi que des séances de formation à l'intention des promoteurs de santé mentale auprès des autochtones déplacés par la violence paramilitaire.

Domingo Jiménez Jiménez, paysan, président de CHUDEB –*Chimalapas unis pour la défense de l'ethno-biodiversité (Chimalapas, Oaxaca)*. CHUDEB est issu de l'analyse et de l'engagement de trois communautés autochtones et paysannes de la jungle tropicale et montagneuse des Chimalapas, située dans l'Isthme de Tehuantepec. Ses membres sont impliqués dans la lutte agricole pour la défense du territoire communal et dans la lutte pour la protection de la forêt et de la riche biodiversité qu'elle contient. CHUDEB travaille pour la reconnaissance légale du concept de « réserves écologiques paysannes ».

Fidel Pérez Vásquez, paysan, membre de UCIZONI –*Union des communautés autochtones de la zone nord de l'Isthme (Isthme de Tehuantepec, Oaxaca)*.

UCIZONI regroupe 6800 membres d'une soixantaine de communautés dans onze municipalités de l'état de Oaxaca et une municipalité dans l'état de Veracruz. Les adhésions à UCIZONI se font sur une base collective et en cherchant à renforcer la relation avec les autorités indigènes dans le but de formuler un plan de développement régional, alternatif au Plan Puebla-Panamá. Région de méga-biodiversité l'Isthme de Tehuantepec est d'une importance stratégique pour le Plan Puebla-Panamá et la Zone de libre échange des Amériques.

Des temps libres sont prévus dans l'horaire de la tournée afin que les invités et/ou les organisatrices puissent accorder des entrevues, répondre aux questions et rencontrer groupes et individus n'ayant pu assister aux assemblées publiques. Toutefois, il est préférable de prendre rendez-vous rapidement.

La tournée est organisée par *The Social Justice Committee (SJC)*, en collaboration avec le *Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine (CCDHAL)* et *L'Union paysanne*.

Activités à Montréal :

VENDREDI LE 21 MARS, 19H :
soirée publique à l'Université Mc Gill,
traduction simultanée vers le français
et l'anglais.

SAMEDI LE 22 MARS, DE 9H30 À 16H:
au 25 Jarry Ouest : forum de clôture
de la tournée.

Pour informations :
Marie-Hélène Côté (CCDHAL) :
514-387-2541; ccdhal@point-net.com
ou
Karen Rothschild (SJC) :
514-933-6797; karen@s-j-c.net

> suite de *Casseroles...*

Ils travaillent sur le long terme pour faire avancer les éléments d'une réforme des institutions et des mécanismes du système politique. (On peut consulter leurs propositions sur le site web.)

El Plan FENIX, est un excellent texte de réflexion sur les problèmes de l'économie argentine et sur les propositions alternatives dans le but de faire face à la crise économique. Il a été élaboré par un groupe d'économistes de la faculté de sciences économiques de l'Université de Buenos Aires. Ils proposent une analyse et des mesures à court, moyen et long terme. Entre autre on y trouve l'idée du non paiement de la dette pendant 5 ans, la réactivation et l'augmentation du rôle du MERCOSUR, la restructuration de l'état et sa place comme



instance d'articulation sociale, des mécanismes de participation citoyenne etc. (Vous pouvez le trouver sur internet sous le nom « plan fenix », ou à l'adresse suivante : www.econ.uba.ar/www/destacados/fenix.htm)

En fin de compte, nous avons trouvé des réponses à notre question initiale. Même si les réalités sont différentes dans leur degré de gravité, il nous semble que les problèmes des peuples du monde ont une même origine.

Il devient de plus en plus urgent de trouver des formes pour agir ensemble, et Porto Alegre est un espoir pour les argentins et les argentines aussi. €

> suite des Archives de la Terreur

contre la pauvreté et la préservation de l'environnement. Avec le soutien de l'Espagne, nous mettons en place un programme de développement des zones rurales grâce à l'énergie solaire. Grâce au soleil, nous déshydratons des plantes médicinales et les conditionnons pour la vente sur le marché local. Au Paraguay, il y a beaucoup de pauvreté et les gens n'ont pas accès aux médicaments. C'est pour cela qu'il est essentiel de développer une médecine traditionnelle alternative. Soixante-dix femmes s'occupent de faire tourner cette affaire. Les ressources en jeu sont l'imagination, la créativité, la reconnaissance du potentiel humain et la valeur des éléments naturels. Nous fabriquons aussi du papier végétal fait à la main à partir de feuilles de fruits ou d'arbres. Nous le vendons pour les arts plastiques, les faire-part... Avec une ONG suisse, Volog, nous avons créé un village indien qui fonctionne entièrement à l'énergie solaire. Le tout à l'échelle humaine : 42 familles bénéficient ainsi de la lumière, de réfrigérateurs, de ventilateurs, de cuisinière... avec, bien sûr, zéro pollution.

L'environnement est votre autre domaine d'action?

Vous savez, protéger l'environnement, c'est aussi protéger

les droits de l'homme. Créer des emplois, c'est également agir en faveur des droits de l'homme.

Que représente ce prix Nobel alternatif pour vous ? (le prix est doté de 220 000 dollars à partager entre quatre lauréats)

Pour moi, c'est tout d'abord un grand soutien moral. La reconnaissance de ma lutte. Ensuite, c'est le moyen de former une équipe en matière de droits de l'homme. Je n'ai pas de relais dans les autres pays d'Amérique du Sud, car les gens n'ont pas les moyens, et en plus ces recherches sont risquées. Avec le prix, je vais pouvoir rechercher des gens pour m'aider. Je voudrais par ailleurs agir dans le domaine de l'éducation. Transmettre aux générations futures cette histoire. Au Paraguay, par exemple, je me rends compte que les jeunes ne savent pas ce qu'il s'est passé pendant les dictatures. Et pourtant ce sont eux qui feront la nation future. C'est de la prévention, et puis c'est le moyen de contrer cette politique de "mémoire interdite" pratiquée par les gouvernements et qui entretient l'impunité. Au Paraguay, 50 % de la population est jeune. Les vieux sont résignés et trop occupés à survivre pour penser. Ce sont les jeunes qui bougent, l'espoir de temps meilleurs réside là. €

15^{ème} Anniversaire de Cebes Martires de El Salvador

SAMEDI LE 29 MARS
À 18H30

CONFÉRENCE-DISCUSSION :

LA SANTÉ EST LA VIE...
NON À LA PRIVATISATION DES SERVICES SOCIAUX !
MGR GREGORIO ROSA CHAVEZ



ÉVÊQUE AUXILIAIRE DU SAN SALVADOR, EL SALVADOR

Président de CARITAS International pour l'Amérique latine et les Caraïbes,
médiateur entre le gouvernement et les travailleurs contre la privatisation de
la santé, médiateur pour la paix salvadorien et étroit collaborateur de Mgr
Oscar A. Romero.

ACTIVITÉS CULTURELLES À PARTIR DE 15H : Musique, poésie, peinture en direct,
activités spéciales pour les enfants et adolescents, célébration liturgique et
dialogue sur la privatisation.

Lieu: ÉGLISE ST-WILLIBRORD, Métro Verdun (351 Willibrord)

Informations : 223 2108 ou 637 3352

ORGANISÉ PAR CEBES MARTYRS DU EL SALVADOR ET LE SOCIAL JUSTICE COMMITTEE,
AVEC L'APPUI D'EL SALVADOR SANS FRONTIÈRES, COMITÉ CHRÉTIEN POUR LES DROITS
HUMAINS ET ENTRAIDE MISSIONNAIRE.

CAMINANDO MARS 2003

CAMINANDO EST PUBLIÉ QUATRE
FOIS L'AN PAR LE COMITÉ CHRÉTIEN
POUR LES DROITS HUMAINS EN
AMÉRIQUE LATINE (CCDHAL).

TÉLÉPHONE: 514 387-2541
TÉLÉCOPIEUR: 514 387-5550
CCDHAL@POINT-NET.COM

WWW.CCDHAL.ORG

COMITÉ DE RÉDACTION :

CHRISTIAN BROUILLARD
MARIE-HÉLÈNE CÔTÉ
MARIE-CHRISTINE DORAN
ANNE DUHAMEL
MONIKA DUNN
EMMANUEL KAHN
ROBERTO NIETO
RICARDO PEÑAFIEL
HECTOR POBLETE

COLLABORATEURS :

SYLVIE BUKHARI-DE PONTUAL
TANIA HALLÉ
CHRISTINE LÉVÊQUE
JAMES PETRAS
CLAUDE RIOUX
ANA MARIA SEGHEZZO
ALICE TANGUAY
RUBÉN D'URBANO
RAOUL ZIBECHI

TRADUCTION :

MARIE-HÉLÈNE CÔTÉ

CORRECTION :

MARIE-HÉLÈNE CÔTÉ
ROBERTO NIETO

GRAPHISME :

ROBERTO NIETO

ILLUSTRATIONS :

REBEL-ARTE (WWW.REBELION.ORG)
COUVERTURE: INDYMEDIA CHIAPAS

SOMMAIRE

ÉDITORIAL P.2

COLOMBIE:

NON À L'IMPUNITÉ P.3
LA GUÉRILLA, UNE FAUSSE PISTE ? P.5
PAS DE TRÈVE DANS L'AGRESSION
MILITAIRE DES AFRO-COLOMBIENS P.7

MEXIQUE:

LES MORTES DE JUAREZ P.8
EN VISITE À SAN ANTONIO NUEVO PARAISO P.27
LA CARAVANE PAYSANNE AU QUÉBEC P.28

VENEZUELA:

LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE
PRÉCIPITÉE PAR SON OPPOSITION P.10

BOLIVIE:

DIALOGUE OU GUERRE SOCIALE P.16

BRÉSIL:

LE VIRAGE À DROITE DE LULA P.19

ARGENTINE:

...IL FAUT REMPLIR LES CASSEROLES ! P.24

AUSSI:

LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE MENACÉE P.22
LES ARCHIVES DE LA TERREUR P.14

Abonnement (4 numéros par année) : 10\$ au Canada; 15\$ à l'étranger.

- ☐ Nouvel abonnement au Caminando
☐ Réabonnement

Nom :

Adresse :

Ville :

Province :

C.P. :

Envoyer à :
Comité chrétien
pour les droits
humains en
Amérique latine

25, rue Jarry O.
Mtl., Qc.
H2P 1S6